



Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture  
et des espaces ruraux (CGAAER)

# Rapport annuel d'activité 2009



# Préface



Créé en avril 2006, le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) est une structure essentielle de la conception et de la conduite des politiques publiques qui entrent dans le champ de compétence de notre ministère.

Rassembleur d'experts, il contribue de manière tout à fait déterminante à la conception, à la définition et à l'évaluation des politiques, grâce à une origine professionnelle particulièrement diversifiée et la grande expérience de ses membres.

En témoignent les nombreuses actions ou missions effectuées par les membres du CGAAER dans de multiples domaines et dont vous trouverez la synthèse dans ce rapport annuel 2009 : alimentation, agriculture et pêche, espaces ruraux et forêt, emploi, enseignement agricole et recherche, audit et évaluation de la gestion publique, influence de la France à l'international.

Ces missions ont conduit le CGAAER à apporter ses compétences à d'autres Conseils généraux ou d'autres Inspections générales, comme c'est le cas des audits de fonds structurels européens pour lesquels les membres du Conseil général travaillent en partenariat avec les inspections générales des finances, de l'administration et des affaires sociales.

2009 fut aussi l'occasion pour les membres du Conseil général d'utiliser leur savoir-faire pour assurer la réussite des différentes assises ou consultations qui ont été entamées l'an passé : Assises de la pêche, de l'outre-mer, des territoires ruraux, de l'enseignement agricole ; grand débat sur la loi de modernisation agricole ; états généraux du sanitaire. Les rencontres du CGAAER de novembre 2009 sur la filière forêt-bois permirent, après de nombreux travaux, de faire le point sur ce secteur.

Qu'elles soient permanentes ou temporaires, les missions effectuées sont pour moi, qui préside le CGAAER, un élément de réflexion primordial. L'impulsion donnée par son Vice-président, Jacques BRULHET, y contribue de manière décisive.

*J. tiens à remercier le président et les collaborateurs du Conseil général pour la forte implication et le dynamisme dont ils ont fait preuve au cours de l'année 2009, au service de notre ministère,*

*Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture  
et de la pêche*

*Bruno Le Maire*

*Bruno Le Maire*



# Sommaire

<b>Préface</b> .....	<b>3</b>
<b>Avant propos</b> .....	<b>5</b>
<b>Activités du CGAAER selon six axes politiques prioritaires</b> .....	<b>7</b>
Politique de l'alimentation .....	8
Politique de l'agriculture et de la pêche .....	10
Politique des espaces ruraux .....	12
Politique de l'emploi, de l'enseignement agricole et de la recherche .....	14
Politique de l'audit et de l'évaluation de la gestion publique .....	16
Politique de l'influence de la France à l'international .....	18
<b>La communication du CGAAER</b> .....	<b>21</b>
<b>Missions, rapports et représentations du CGAAER</b> .....	<b>23</b>
Missions .....	24
Rapports .....	38
Représentations .....	47
<b>Glossaire des sigles utilisés</b> .....	<b>49</b>

## Avant propos

A la suite de la réorganisation gouvernementale de juin 2009, l'appellation de notre ministère a changé puisque l'alimentation y a été ajoutée en première place.

Par ailleurs, avec la création d'un ministère de l'espace rural et de l'aménagement du territoire, le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) travaille, dorénavant, en relation avec trois ministères principaux :

- en ligne directe : le ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (MAAP) et le ministère de l'espace rural et de l'aménagement du territoire (MERAT),
- en interministériel : le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM).

Pour son programme de travail 2009, le Conseil général s'était fixé des thèmes prioritaires : contribuer à intégrer le développement durable dans les politiques publiques, affirmer le rôle central de l'alimentation pour le MAAP, contribuer à la modernisation et à l'évaluation de la gestion publique, accompagner et soutenir la stratégie d'influence du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche tant au niveau européen qu'au niveau international.

La première partie du rapport annuel que je vous propose, décline l'activité 2009 du Conseil général, liée à ces priorités, et regroupée par différentes politiques publiques : alimentation, agriculture et pêche, espaces ruraux, emploi, enseignement agricole et recherche, audit et évaluation, stratégie d'influence.

Un accent est également mis sur l'effort de communication afin que le Conseil général et ses travaux soient mieux connus de tous. Dans cet esprit, la version électronique de ce rapport permettra d'accéder par des liens « hypertexte » aux différents documents publiés.

La deuxième partie du rapport, plus traditionnelle, vous permettra de compléter votre information par quelques chiffres, des graphiques ainsi que la liste des missions effectuées et des rapports rendus.

La réforme du CGAAER préparée en 2009 et effective en 2010, amènera un changement notable de cap. Sa réorganisation interne avec un resserrement des sections, l'affectation positive de ses membres, et la mise en place de sites délocalisés seront des éléments importants pour une participation renforcée du Conseil général aux politiques publiques, tant sur le plan de leur conception que de leur évaluation.

Les travaux du Conseil général sont souvent conduits en coopération interministérielle avec d'autres Inspections et Conseils généraux, ainsi qu'avec différentes Directions d'administrations centrales de plusieurs ministères et d'autres partenaires comme les Établissements publics. Qu'ils en soient remerciés.

Enfin ma gratitude ira à tous les membres du Conseil général et à son personnel administratif et technique. Ce rapport annuel est le fruit de leur travail et de leur savoir faire. Je suis très fier de manager une équipe aussi riche et diversifiée dans ses compétences.

Bonne lecture.

Jacques Brulhet

*Vice-président du Conseil général de l'alimentation,  
de l'agriculture et des espaces ruraux*





## Des activités selon six axes politiques prioritaires

- ✓ Alimentation
- ✓ Agriculture et pêche
- ✓ Espaces ruraux et forêt
- ✓ Emploi, enseignement agricole, recherche
- ✓ Audit et évaluation de la gestion publique
- ✓ Influence de la France à l'international

# Le CGAAER et la politique de l'ALIMENTATION

## Le projet Nutripôle de Rungis

### Un réel atout pour le secteur agroalimentaire

Le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis, capitale mondiale du frais, a été créé en 1969.

En quarante ans, ce MIN a évolué d'un marché de gros traditionnel pour une clientèle locale vers une véritable plaque tournante au rayonnement international.

Pour répondre aux défis d'innovation des entreprises de ce secteur agroalimentaire, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris et du Val de Marne ainsi que la Semmaris (société gestionnaire du MIN de Rungis) ont lancé un projet de Nutripôle francilien spécialisé dans l'agroalimentaire.

Ce pôle regroupera des entreprises et des collectivités territoriales ; il sera doté d'une forte composante de recherche et de développement avec notamment l'École vétérinaire d'Alfort.

Les entreprises agroalimentaires seront ainsi en relation étroite avec des plates formes de compétences en matière de recherche, de transfert et de formation avec pour objectif de générer des projets d'innovation à forte valeur ajoutée.

## L'ALIMENTATION, UN ENJEU MAJEUR POUR LE CONSEIL GÉNÉRAL

L'alimentation et les politiques publiques, qui y sont afférentes, sont devenues au fil des dernières années un enjeu majeur, tant pour notre ministère qu'au niveau mondial.

Les différentes crises sanitaires récentes et les émeutes de la faim dans le monde, survenues en 2008, en démontrent l'acuité.

En 2009, le Conseil général a été fortement sollicité sur plusieurs sujets liés à l'alimentation.

### → La préparation de la loi de modernisation agricole (LMA), volet alimentation

Le CGAAER a remis au ministre en juillet 2009, des propositions pour une nouvelle politique de l'alimentation. Elles sont le fruit d'un travail collectif des membres du Conseil général.

Par la suite, d'autres contributions élaborées, sur le même sujet, conjointement avec la Direction générale de l'alimentation (DGAL) et le Service de la prospective du Secrétariat général du ministère ont été transmises au Cabinet du ministre.

### → L'agroalimentaire

Le Conseil général participe, en tant que coordinateur, au projet de création d'un Nutripôle sur la zone de Rungis, avec la DGAL, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Val de Marne (CCI) et la Semmaris qui gère le Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis (voir encadré).

Par ailleurs, dans ce domaine, plusieurs missions ont été confiées au CGAAER :

– une mission sur les abattoirs français avec pour objectifs : le bilan des réformes effectuées ou en cours en matière d'inspection depuis dix ans, la mise en place d'un Observatoire des abattoirs l'établissement d'une méthodologie permettant de juger de la viabilité technico-économique des projets de mise aux normes ou de construction d'abattoirs. Cette mission a rendu un rapport d'étape en novembre 2009 et ses conclusions définitives seront publiées début 2010,

- la mission sur l'initiative « Bleu, Blanc, Coeur », méthode d'élevage consistant à incorporer de la graine de lin dans l'alimentation animale afin d'améliorer la teneur en oméga 3 des viandes, (rapport de mai 2009)
- une mission d'étude sur les formations aux métiers de l'agroalimentaire, le rapport sera disponible en mars 2010,
- la mission sur l'évaluation d'une étude confiée à l'Institut de recherche et de développement (IRD) sur la spiruline comme un atout pour la santé et le développement en Afrique, évaluation dont les conclusions sont favorables au travail fait par l'IRD,
- la mission sur l'évaluation de la valeur informative d'indicateurs ante et post mortem pour la détection des dangers bactériens transmis à l'homme par la consommation de viande de porc,
- la mission sur l'évaluation de la mise en œuvre du « paquet hygiène » (règlements européens sur l'hygiène alimentaire) dans les exploitations agricoles.

### → La santé publique et l'alimentation

En 2009, le Conseil général a participé avec l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) à une mission d'évaluation des PNNS 1 (Plan national nutrition santé n° 1) 2001-2005 et PNNS 2 (Plan national nutrition santé n° 2) 2006-2010.

Le but de ces plans est de prévenir et de prévenir l'obésité ainsi que toutes les pathologies liées aux facteurs nutritionnels (hypertension, diabète de type 2, certains cancers...).

Les conclusions de cette mission seront disponibles début 2010.



## → La santé végétale et l'alimentation

L'intérêt de diminuer l'utilisation des produits phyto-pharmaceutiques sur les végétaux, particulièrement ceux destinés à être consommés, n'est plus à démontrer.

Le Plan ECOPHYTO 2018 a pour objectif de réduire de 50 % l'utilisation de ces produits d'ici 2018. Deux membres du Conseil général sont chargés du suivi de la déclinaison régionale de ce plan.

De même le Groupement d'intérêt public (GIP) PULVES, créé en 2009 pour le contrôle périodique des pulvérisateurs, est présidé par un membre du CGAAER.

Une mission inter-ministérielle sur l'épandage aérien de produits phyto-pharmaceutiques a été confiée au CGAAER et au Conseil général de l'écologie et du développement durable (CGEDD). Cette mission commencée en 2009, rendra ses conclusions en 2010.

Enfin le Conseil général a apporté son appui à la DGAL pour la mise en place du Conseil scientifique du Laboratoire national de la protection des végétaux (LNPV), rapport rendu en décembre 2009.

## → La maîtrise des risques sanitaires, biologiques, physiques et chimiques

Dans ce domaine, dont une partie non négligeable concerne l'alimentation, le Conseil général a été partie prenante pour de nombreuses demandes venant de différents commanditaires :

- une mission sur la gestion des risques alimentaires, en participant notamment à des comités de pilotage sur l'étude de l'Institut national de recherche agronomique « métarisk » concernant l'évaluation socioéconomique de la gestion des risques alimentaires. Cette participation s'est achevée en 2009,
- en 2007, le CGAAER avait contribué, en inter-ministériel, à la mise en œuvre du règlement sanitaire international destiné, avec un contrôle aux postes frontières, à éviter l'introduction de maladies de type pandémique. En 2009, il a tout naturellement participé à l'expertise du niveau d'application de ce règlement aux points d'entrée nationaux.

- l'établissement d'un état des lieux sur les mesures prises par les laboratoires, de type P3 et P4, et les animaleries, de type A3 et A4, vis à vis du confinement relatif aux agents hautement pathogènes (le classement de 1 à 4 de ces établissements est fonction de la dangerosité croissante des agents pathogènes étudiés, le virus Ebola étant par exemple classé en 4),
- assurer la présidence du groupe de travail du Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle (CODIRPA) sur l'alimentation, l'agriculture, et la vie dans les territoires ruraux en cas d'accident nucléaire. Ce groupe de travail s'est réuni à dix reprises à Paris et en région et il rendra ses conclusions début 2010,
- la production d'un avis en septembre 2009 sur l'intérêt de la distribution d'iode aux animaux en cas d'exposition nucléaire,
- la mission sur les scénarii de sortie de crise pour les éleveurs dont les animaux ont été touchés par une contamination aux PCB (polychlorobiphényles) (accident de St Cyprien/Loire),
- une mission sur le terrorisme et les risques NRBC (nucléaire, radio-nucléaire, biologique et chimique) sur la chaîne alimentaire. Cette mission confiée au CGAAER existe depuis 2004 et se déroule en collaboration avec l'OTAN.

En 2009, le Conseil général a préparé une publication « terrorism and food chain » insérée dans un numéro spécial de l'OTAN ; il a animé un atelier au séminaire de formation des nouveaux experts de cette organisation. Dans le même domaine, il travaille sur la préparation du projet européen de plan d'action sur le renforcement de la sécurité NRBC.

## → Les biotechnologies (OGM, NANOS)

En 2009, le Conseil général a actualisé et réédité son numéro spécial consacré aux OGM. Il participe également à une réflexion sur la veille OGM et sur les biotechnologies associées au patrimoine génétique national.

Il a, en outre, organisé le 16 juin 2009, une réunion ouverte sur le thème des biotechnologies animales à l'Institut national de recherche agronomique (INRA) de Jouy en Josas.

Enfin, il a participé aux premières réunions du débat public, lancé en 2009, sur les nanotechnologies.



Règlement sanitaire international



Pavillon de l'OTAN.

## Avis motivé

### Impact de l'agriculture sur la ressource en eau

Le CGAAER recommande :

- l'amélioration des connaissances avec le concours de la recherche et des Instituts techniques afin d'élaborer des programmes d'action territorialisés,
- la nécessité d'une action collective décentralisée dans le monde agricole par la diffusion des bonnes pratiques de l'usage de l'eau en agriculture,
- que les politiques publiques en matière d'eau soient menées sur des territoires stratégiques : les bassins versants,
- l'utilisation de nouveaux outils comme la certification environnementale des exploitations agricoles, le développement de l'assurance, la contractualisation collective et l'affichage environnemental des produits.

Paysages d'inondations.

En France, les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche subissent actuellement une crise sans précédent avec une forte baisse de revenus, sans équivalent depuis les trente dernières années.

Parallèlement, d'importantes réformes de la Politique agricole commune (PAC) européenne s'appliqueront à partir de 2013.

### → Dans le domaine de l'agriculture

Le Conseil général, dans ses compétences en matière de veille économique et réglementaire, de prospective, d'expertise, de conseil, d'évaluation et de médiation, est intervenu en 2009 sur de nombreux sujets concernant l'agriculture.

Parmi les trente cinq missions effectuées et les trente deux rapports rendus, voici les plus emblématiques :

- participation aux travaux préliminaires à la loi de modernisation agricole (LMA), volet agriculture avec les relations entre les partenaires des différentes filières, les interprofessions...,
- réflexion du groupe de travail sur l'application du droit de la concurrence au secteur agricole et agroalimentaire notamment sur les difficultés de l'accord interprofessionnel sur les prix du lait. Cette réflexion s'est traduite par un avis délibéré sur ce sujet,

- mission d'évaluation à mi-parcours du programme de développement rural hexagonal (PDRH) 2007-2013,
- mission d'évaluation du volet « agriculture biologique » du programme de développement rural national (PDRN) 2000-2006,
- mission d'étude comparative (bench marking) des politiques publiques en matière d'agriculture biologique en Allemagne, Espagne, Italie et France,
- mission d'étude sur le marché de l'assurance et de la réassurance agricoles,
- ouverture du chantier de l'étude prospective de la PAC 2020 ; le rapport est prévu pour le début 2010,
- mission sur la situation de la filière laitière en crise,
- missions d'appui à plusieurs Chambres régionales ou départementales d'agriculture,
- missions sur l'état des lieux dans différents secteurs de la filière viticole,
- groupe de travail sur la problématique de la biomasse et des biocarburants, du changement climatique et de la problématique CO2 avec la monétarisation du carbone en agriculture,
- appui à la restructuration de la filière cheval, par la fusion des Haras nationaux et de l'Ecole nationale d'équitation, avec la création de l'Institut français du cheval et de l'équitation.



## → Dans le domaine de l'eau

La gestion qualitative et quantitative de l'eau sont un enjeu majeur pour lequel des résultats sont exigés par la Directive cadre européenne sur l'eau, le Grenelle de l'environnement et le Grenelle de la mer.

Le Conseil général a effectué la synthèse de onze rapports de différentes missions, expertises et évaluations effectuées en 2009 sur l'usage de l'eau en agriculture. Cette synthèse a été publiée sous la forme d'un avis motivé.

D'autres missions du CGAAER sur cette thématique ont concerné notamment :

- un bilan des études sur l'impact des résidus de médicaments vétérinaires et humains dans l'eau (rapport d'août 2009),
- le bilan de dix ans d'application de la réglementation relative à l'épandage des boues issues de traitement des eaux usées (rapport de décembre 2009).

Le CGAAER a également travaillé en interministériel :

- mission commune avec le Conseil général de l'écologie et du développement durable (CGEDD), l'Inspection générale de l'administration (IGA) et l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur le problème des algues vertes. Le rapport a été remis au Premier ministre en janvier 2010,
- présentation et discussion en commun avec le CGEDD et le Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET) sur des rapports concernant l'ingénierie dans le domaine des risques, les inondations du Rhône aval et les problèmes des ruissellements urbains et inondations soudaines, ceci dans le but de la mise en œuvre des politiques de préventions des risques naturels.



Station d'épuration.

## → Dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture

La pêche française est en crise profonde depuis plusieurs années et l'aquaculture a également subi de nombreux aléas, surtout de type sanitaire.

Le Conseil général a apporté son appui à ces deux filières de plusieurs manières :

- appui aux politiques publiques par sa participation au Grenelle de la mer,
- appui à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et aux agences des aires maritimes protégées pour la mise en œuvre des parcs naturels marins,
- en effectuant cinq missions sur la pêche, l'aquaculture et la conchyliculture, en appui à la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) et à FranceAgriMer,
- appui à la formation en aquaculture,
- participation aux États généraux de l'Outre Mer en y étant rapporteur pour la pêche et l'aquaculture,
- production d'un avis délibéré pour améliorer la gouvernance de ces deux secteurs,
- appui à la DPMA concernant le livre vert de la Commission européenne pour la réforme de la Politique communautaire de la pêche (PCP),
- participation aux Assises nationales de la pêche pour préparer la réponse française au livre vert de la Commission européenne.

En France, les surfaces « artificialisées » ont doublé depuis 1945 et couvrent en moyenne 9 % du territoire. L'étalement urbain fait disparaître, au détriment des terres agricoles, l'équivalent de la surface agricole d'un département moyen tous les dix ans.



Col vert au lac d'Annecy.

## AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES : UN ENJEU IMPORTANT

Les thèmes du développement rural, de la cohésion territoriale et de la protection des espaces agricoles et naturels sont des enjeux de politique publique pour lesquels le Conseil général est largement sollicité depuis de nombreuses années.

Ses actions ont été en 2009 :

- l'évaluation du Programme de développement rural national (PDRN) 2000-2006 notamment en matière d'utilisation des fonds européens du deuxième pilier de la Politique agricole commune (PAC) avec le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), évaluation dont les conclusions indiquent un manque de coordination entre les différents axes de ce programme,
- l'analyse comparative des dispositifs de territorialisation des programmes de développement rural dans les grands pays voisins (Allemagne, Espagne, Italie et Pologne). Cette analyse a donné des éléments pour la mise en place du volet territorial du Programme de développement rural hexagonal (PDRH) 2007-2013, notamment la nécessité de développer le volet territorial,
- la participation aux Assises des territoires ruraux organisées par le ministère de l'espace rural et de l'aménagement du territoire (MERAT),
- la publication d'un numéro spécial des cahiers du CGAAER sur les enjeux territoriaux des signes de qualité,
- l'évaluation des zones de revitalisation rurale et un bilan de la loi de développement des territoires ruraux (LDTR) de février 2005 avec en particulier les dispositions en faveur des activités équestres et celles en faveur de la double activité,
- la participation au débat public lancé par la Commission européenne sur son livre vert consacré à la cohésion territoriale, avec une contribution du Conseil général qui a été transmise à Bruxelles via le Cabinet du ministre,
- l'organisation d'un débat ouvert en interne sur la réforme des collectivités territoriales avec la participation du Vice président du Comité national de cette réforme,
- la production d'un avis au ministre sur la protection des espaces agricoles et naturels face à l'étalement urbain, avis dont certains éléments ont été repris dans le projet de loi de modernisation agricole (LMA).

## → Dans le domaine de la biodiversité

La préservation de la biodiversité remarquable (procédure Natura 2000) et de la biodiversité ordinaire implique des mesures en matière de politique d'aménagement du territoire ainsi que des mesures agri-environnementales pour les exploitations agricoles.

C'est ainsi que le Conseil général a reçu en 2009 des commandes de missions sur plusieurs sujets relatifs à cette préservation :

- la mission d'étude sur la préservation de la biodiversité avec les trames vertes et bleues en Rhône Alpes,
- une mission d'évaluation de la mise en œuvre du plan végétal pour l'environnement et de fixation de ses critères de suivi,
- une mission d'inventaire des démarches prospectives en biodiversité et paysages ruraux aux horizons 2020 et 2050,
- la mission d'expertise avec l'aide du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) sur le plan d'action en agriculture pour la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB). Cette expertise a abouti à un avis délibéré et à une remise à jour de ce plan par le ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (MAAP),
- une mission de participation à l'expertise collective sur le coût des impacts du changement climatique en matière de biodiversité. Les services rendus par la biodiversité ont été jugés gravement menacés et des recommandations ont été faites pour éviter des pertes excessives de biodiversité en forêt et dans les prairies naturelles,
- la mission de participation en interministériel à l'audit, conduit dans le cadre du Comité interministériel d'audit des programmes (CIAP), sur le programme « aménagement et nature » du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM).

## LA FORÊT : UN ATOUT À SAISIR POUR LA FRANCE

La France importe du bois en grande quantité alors que la forêt française est sous exploitée.

De nombreux rapports depuis plusieurs années, le Grenelle de l'environnement en 2007 et les Assises de la forêt en 2008, ont mis l'accent sur cette sous exploitation et sur la nécessité de « produire plus de bois en préservant mieux la biodiversité ».

Le rapport (rendu début 2009) de la mission Puech, à laquelle avait été associé le Conseil général, et le discours d'Urmatt (Bas Rhin) du Président de la République ont fixé des orientations à la filière bois française dans son ensemble.

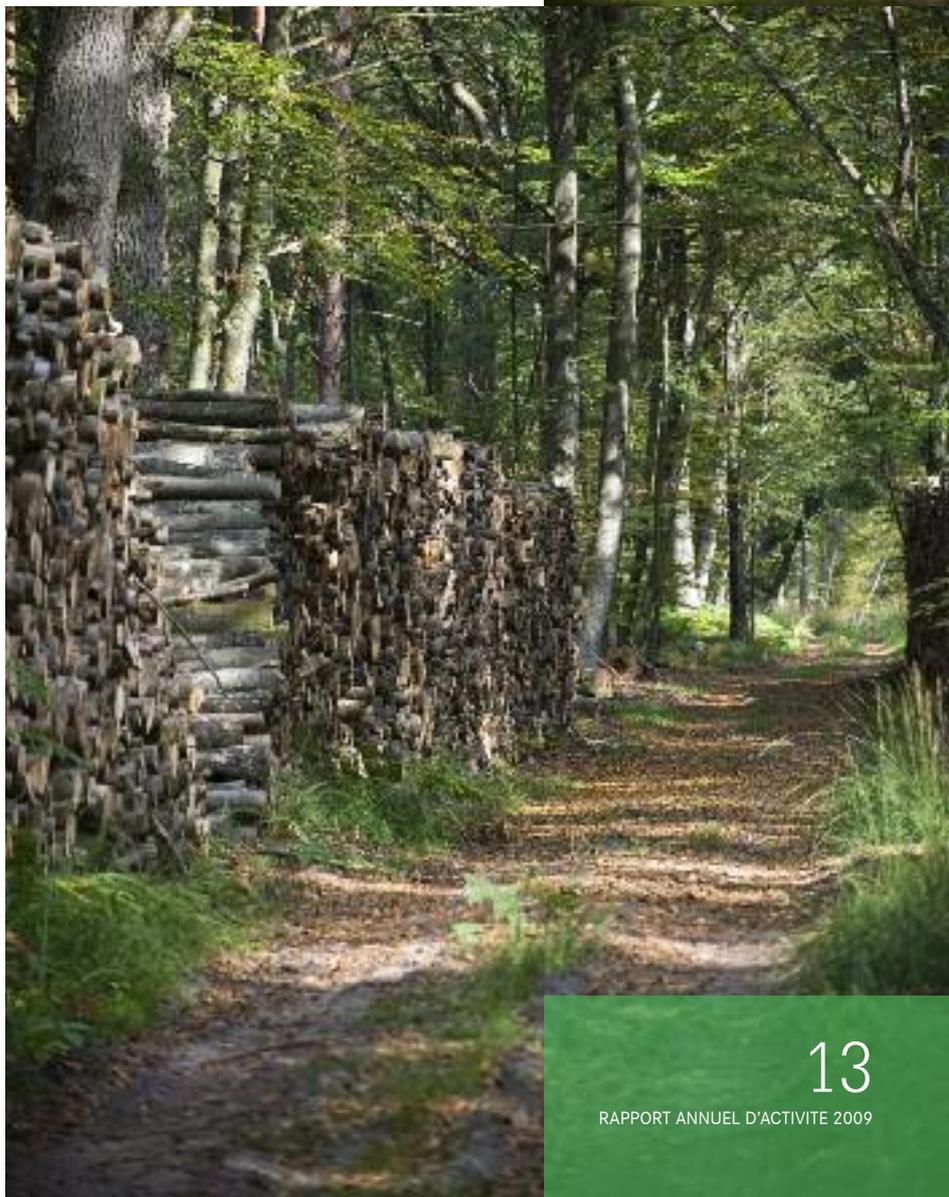
En 2009, le CGAAER a donc tout naturellement effectué de nombreux travaux et actions concernant la forêt et son contexte socio-professionnel :

- l'organisation en novembre 2009 d'une rencontre « Forêt-Bois » qui a connu un vif succès avec 200 participants de toute la filière,
- la mission sur l'évaluation des dommages causés par la tempête Klaus du 24 janvier 2009, au massif forestier des Landes,
- la mission sur la reconstitution de cette forêt landaise,
- deux missions sur la modernisation du Code forestier. Ce Code a, en effet, subi 30 ans de rajouts et il est absolument nécessaire de le remettre à jour. Un rapport d'étape a été rendu en juillet 2009 et le rapport définitif en décembre 2009. Une ordonnance devra être prise en 2010 pour entériner cette remise à jour,
- au niveau international, le Conseil général est partenaire dans le groupe interministériel « forêt tropicale humide » et dans les réflexions du Forum de l'ONU pour la forêt. Il a participé au Congrès mondial forestier de Buenos Aires fin 2009 et il fait partie d'un groupe de travail spécialisé pour la mise au point du Règlement européen FLEGT pour la lutte contre la mise en marché des bois illégaux,
- en ce qui concerne la formation aux métiers de la forêt, le CGAAER a suivi avec inquiétude l'évolution en baisse des formations supérieures forestières à AgroParisTech ; il a présidé le groupe de modernisation du BTS « sylviculture » et il s'est intéressé à la réflexion sur l'adaptation des formations à l'évolution de la filière comme le demandait le rapport Puech,
- la mission sur l'évaluation ex-post du Programme de développement rural national (PDRN) 2000-2007 en matière de forêt. Ce programme a été bouleversé dans son application par l'utilisation de

fonds pour restaurer les forêts dévastées par les deux tempêtes de décembre 1999, et les objectifs de modernisation n'ont pas été atteints,

- l'organisation avec l'appui de la Caisse des dépôts et consignation, d'un séminaire sur la prospective de la forêt française en 2050-2100. Ce séminaire a réuni des grandes entreprises de l'énergie, de la filière bois et de la coopération agricole. Il est à noter que l'ouvrage concernant cette prospective a été publié en mars 2009 par le CGAAER,
- une mission sur l'évaluation des mesures de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) dans le domaine forestier concernant l'Office national des forêts (ONF), l'Inventaire forestier national (IFN) et le Centre national professionnel de la propriété forestière (CNPPF),
- le Conseil général s'est également intéressé aux sujets de la chimie verte, de l'industrie de la pâte à papier et du bois énergie dans le cadre des énergies renouvelables.

Forêt de Fontainebleau.



# Le CGAAER et la politique de l'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ET DE LA RECHERCHE

## Rapprochement et coopération

La loi programme pour la recherche du 18 avril 2006 a préconisé la création de Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) pour éviter l'émiettement des établissements.

Il est également prévu que puissent se constituer des grands établissements pouvant bénéficier de prérogatives proches des universités.

La coopération entre universités et grandes écoles a été favorisée par la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités.

Ainsi, dans l'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire, ont été créés six grands établissements : AgroParisTech, Montpellier SupAgro, Agro Campus Ouest, Agro Sup Dijon, VetAgroSup et Oniris.



Elèves de seconde en atelier EATC (Ecologie, Agronomie, Territoire, Citoyenneté) en combinaison pour un cours sur l'apiculture.

L'importance des politiques publiques en matière d'emploi, d'enseignement et de recherche, n'est plus à démontrer pour accompagner l'adaptation de l'agriculture au sens large et de l'agroalimentaire aux défis économiques, sociaux, territoriaux et environnementaux.

Elles constituent même un « noyau dur » pour les orientations du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (MAAP) car elles préfigurent l'avenir notamment avec la recherche, l'innovation et l'enseignement.

Le Conseil général, dans ses missions d'expertise, d'évaluation et d'appui, en 2009, s'est beaucoup investi vis à vis de ces différentes politiques.

### → Dans le domaine de la ruralité et de l'emploi

Le monde rural est en pleine évolution démographique et socio-économique et le Conseil général a apporté son appui dans plusieurs secteurs :

- une mission avec l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur la pauvreté, la précarité et la solidarité, qui a mis en avant la nécessité de partenariat entre les différentes collectivités appuyées par une ingénierie locale de développement,
- une mission, toujours avec l'IGAS, d'évaluation de la convention d'objectifs et de gestion 2006-2010 de la Mutualité sociale agricole (MSA),
- une mission d'évaluation des programmes 2007 de développement agricole et rural financés par le Compte d'affectation spécial de développement agricole et rural (CASDAR),
- la participation au jury de sélection des actions éligibles au financement du CASDAR,
- les suites données au rapport Guéné sur la profession vétérinaire au XXI<sup>ème</sup> siècle avec notamment la place du vétérinaire en milieu rural et le maillage territorial vétérinaire.

### → Dans le domaine de la formation et de l'enseignement agricoles

- l'évaluation du 4<sup>ème</sup> schéma prévisionnel de formation de l'enseignement agricole
- la continuation de l'appui à la mission confiée à Mme Férat sénatrice, sur le 5<sup>ème</sup> schéma prévisionnel national de formation,
- la participation aux Assises de l'enseignement agricole technique public (octobre à décembre 2009) par des contributions aux ateliers et au rapport de synthèse,

- une mission de comparaison des systèmes de connaissances agricoles dans l'Union européenne (rapport de janvier 2009),
- une mission sur les stations et les fermes expérimentales des Instituts de recherche, des Instituts techniques agricoles, des Chambres d'agriculture et des lycées agricoles (422 sites répertoriés),
- des missions et des rapports rendus sur les métiers et leurs formations dans différentes filières liées au monde agricole et rural : industries agro-alimentaires, environnement et espace rural, forêt et bois, activités hippiques, auxiliaires vétérinaires, services aux personnes,
- pour le secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM), une mission a conduit les travaux du Comité de la filière « agriculture et forêt » pour la prise en compte de l'impact social de la croissance verte, suite aux engagements du Grenelle de l'environnement,
- la participation, dans le cadre de l'autorité académique du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, à de nombreux jurys d'évaluation et de recrutement, ce qui a mobilisé une section du CGAAER pour 16 % de son temps.

### → Dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche agronomiques et vétérinaires s'est structuré autour de sept pôles régionaux de compétence enseignement supérieur-recherche « sciences et techniques du vivant et de l'environnement » dont le bilan fait l'objet d'une mission.

Le Conseil général, en 2009, a beaucoup œuvré sur cette thématique de la recherche et de l'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire. Il a réalisé, dans ce domaine, de nombreuses actions :

- une mission d'expertise sur les capacités de Montpellier SupAgro à assurer les nouvelles fonctions de gestion autonome dans le cadre de la loi libertés, responsabilités des universités (loi LRU), rapport remis en juillet 2009,
- une mission d'évaluation de six grands établissements (AgroParisTech, Montpellier SupAgro, Agro Campus Ouest, Agro Sup Dijon, VetAgroSup et Oniris), rapport prévu pour début 2010,



Examen de boiterie d'un cheval à Dozulé.

- à la suite de son rapport de 2008 préconisant la création d'un consortium national pour l'agriculture, l'alimentation, la santé animale et l'environnement regroupant les différents centres de recherches en agronomie et sciences vétérinaires, le CGAAER a participé en 2009 à la mise en place de ce consortium baptisé agreenium (INRA, CIRAD, AgroParisTech, Agro Campus Ouest, Montpellier SupAgro, Ecole nationale vétérinaire de Toulouse),
- l'appui à la constitution du pôle scientifique international d'Orsay, le président de cette fondation étant l'ancien Vice président du CGAAER,
- l'appui au Directeur de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) chargé d'une mission sur le parcours de la formation initiale des vétérinaires en France (rapport de novembre 2009),
- un groupe de travail sur la recherche d'intérêt vétérinaire en France, rapport attendu pour 2010,
- la participation à une mission sur la recherche vétérinaire dont une étude bibliométrique sur la recherche vétérinaire française et sa place sur le plan mondial (en fait le 5ème rang), en recensant ses publications dans les revues scientifiques de renom au niveau international,
- une mission de réflexion sur le dispositif de la formation complémentaire par la recherche (FCPR) de spécialistes et l'impact sur ce dispositif de la création du corps interministériel des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (IPEF) regroupant le corps des ponts et chaussées et le corps du génie rural, des eaux et des forêts.
- une mission sur la modernisation du pôle scientifique vétérinaire d'Alfort,
- une mission d'expertise sur le pôle de compétitivité de la filière équine (Ecole vétérinaire d'Alfort et Centre de recherche de Dozulé sur le cheval) et dont le rapport a été remis à la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER),

# Le CGAAER et la politique de l'AUDIT ET DE L'ÉVALUATION DE LA GESTION PUBLIQUE

## Audits dans les DOM-TOM en 2009

- audit sur la mise en œuvre d'aides aux producteurs de bananes dans les Antilles françaises,
- audit du Centre technique de la canne et du sucre en Martinique,
- audit de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en Martinique,
- audit sur l'utilisation des crédits du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) à la Réunion,
- audit sur l'utilisation des fonds structurels européens en Guadeloupe

## Une évaluation de la création des DDEA riche d'enseignements

L'objectif était double : évaluation de l'efficacité des politiques publiques et évaluation de la visibilité et du dialogue avec les partenaires.

- **Les points forts :**
  - bonne synergie en matière d'environnement, d'aménagement et d'urbanisme,
  - les missions interministérielles sur l'eau, la police de l'eau et la police de l'environnement sont confortées, ainsi que celles sur la prévention des risques.
- **Les points faibles :**
  - pas de changement pour la mise en œuvre de la PAC, pour la gestion des milieux naturels et de la biodiversité, pour le logement et la rénovation urbaine et pour la sécurité routière,
  - visibilité externe insuffisante.
- **Les points de vigilance :**
  - les systèmes d'information différents à harmoniser,
  - la gestion des agents (GRH),
  - le regroupement fonctionnel,
  - les fonctions support.

## AUDIT ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES : UN ENJEU FORT POUR LE CONSEIL GÉNÉRAL

### → Dans le domaine de l'audit

L'audit est un instrument indispensable qui permet aux responsables de la mise en œuvre des politiques publiques, de maîtriser leurs risques et de rendre compte de leur action. Il sert donc à améliorer la qualité de cette mise en œuvre.

Le Conseil général s'inscrit pleinement dans cette problématique tout d'abord parce que ses textes fondateurs lui donnent une compétence particulière en matière d'audit dans tous les domaines dont le MAAP a la charge, ensuite parce qu'il participe à des démarches interministérielles d'audit en commun avec d'autres inspections ou conseils généraux.

C'est ainsi que le CGAAER travaille au sein de la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) qui surveille la mise en œuvre par la France des fonds structurels européens, avec la réalisation d'audits sur l'utilisation de ces fonds dans diverses régions françaises (Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Bretagne, Corse, Guadeloupe).

Le Conseil général a développé en 2009 un programme important d'audits et d'inspections dans plusieurs domaines :

- la mise en œuvre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) avec des audits sur la gestion des droits à paiement unique, sur la conditionnalité des aides, sur l'identification ovine et caprine et les primes à la brebis, sur l'utilisation de ces crédits à la Réunion,
- des contrôles de second niveau de l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) en appui à la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA),
- des contrôles de second niveau du Fonds social européen (FSE) en appui à la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) sur diverses opérations dans le domaine social agricole, et dans l'enseignement supérieur agricole,
- des audits dans le domaine des pêches maritimes en appui à l'Inspection générale des affaires maritimes,
- des audits concernant la sécurité sanitaire des aliments sur les plans d'urgence contre les épizooties majeures, le passeport phytosanitaire européen, les agréments sanitaires dans la filière viandes fraîches, les intrants en production végétale, les sous-produits d'origine animale dans la filière ruminants,

- des audits budgétaires et comptables sur le budget opérationnel de programme (BOP 206-08M) de la Direction générale de l'alimentation (DGAL) concernant les frais d'analyses, les frais de déplacements et les vacations en police sanitaire, versés aux vétérinaires sanitaires,
- des audits sur les mesures de prévention des risques naturels et hydrauliques dans plusieurs départements,
- des audits de Chambres régionales et départementales d'agriculture portant, en particulier, sur la mutualisation de leurs réseaux,
- des audits sur l'utilisation des fonds du Compte d'affectation spécial développement agricole et rural (CASDAR) pour des actions de recherche appliquée et de développement agricole,
- un audit sur la mise en œuvre de certaines interventions par FranceAgriMer.

### → Dans le domaine de la modernisation de la gestion publique et de son évaluation

Comme durant l'année 2008, le Conseil général a été associé, en 2009, aux grands chantiers de la modernisation de l'Etat (RGPP) au niveau territorial :

- réflexions sur la création des huit premières Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), qui deviennent le niveau déconcentré de base de l'harmonisation et de la gestion des politiques publiques du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (MAAP),
- participation au comité de pilotage national relatif à la création des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui regroupent maintenant les Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE), Direction régionale de l'environnement (DIREN) et Direction régionale de l'équipement (DRE) au sein d'une même entité dépendant du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM),
- participation au comité de pilotage national des Directions départementales de l'équipement et de l'agriculture (DDEA) qui deviendront des Directions départementales des territoires (DDT) dans le cadre de la RGPP,
- appui à la mission « Simplifions » dont l'objectif est de simplifier les relations entre les administrés et les services du MAAP,
- mission sur la RGPP 2 (2012-2013) pour proposer de nouvelles mesures de consolidation de la RGPP 1, analyser les conséquences techniques et financières de la création des nouvelles Directions



départementales inter-ministérielles (DDI) : Direction départementale de la protection des populations (DDPP) ou Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP), examiner les modalités de délégation de mission de contrôles officiels aux vétérinaires et aux organismes à vocation sanitaire dans le cadre de la réglementation européenne,

- mission sur les besoins des services en matière d'appuis consécutifs à la RGPP et à la disparition de l'ingénierie publique, avec les reconversions d'agents vers de nouveaux métiers (eau et biodiversité par exemple).
- troisième phase d'évaluation des huit premières DDEA créées en 2007, ce travail (voir encart) a été effectué en interministériel avec le Conseil général de l'écologie et du développement durable (CGEDD) et de l'Inspection générale de l'administration (IGA).

### → Dans le domaine de la réforme de la gestion des ressources humaines du ministère

En octobre 2008, le ministère de l'agriculture et de la pêche a créé le réseau d'appui aux personnels et aux structures (RAPS) géré par le Secrétariat général du ministère.

La mission permanente d'orientation et de valorisation des compétences (MOVAC) du Conseil général qui gérait les carrières des agents de catégorie A, a poursuivi son activité jusqu'en octobre 2009, date de la mise en place définitive du réseau RAPS. Elle a réalisé notamment un important travail de mise à jour de sa base de données avant de la transférer définitivement à ce réseau.

Ce travail a concerné 200 compte rendus d'entretiens, 1 800 « questionnaires agents », deux annuaires celui des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts (IGREF) et celui des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement (IAE), deux situations des corps des IGREF et des IAE, un annuaire des IGREF titulaires d'un doctorat.

### → Développement de l'audit au sein du ministère

La Mission d'inspection générale et d'audit (MIGA) du CGAAER s'est livrée en 2009 à une réflexion sur le développement de la fonction d'audit au sein du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (MAAP) qui a fait l'objet d'une délibération collective de ses membres.

### → Développement de l'évaluation des politiques publiques en coopération avec d'autres Inspections générales et Conseils généraux

A l'initiative du CGAAER, les Conseils généraux et Inspections générales rattachés à différents ministères se sont rencontrés pour partager leurs expériences et mettre en place une coopération accrue en matière d'audit et d'évaluation des politiques publiques.

La première rencontre s'est déroulée à Versailles le 16 octobre 2009 avec, outre le CGAAER, l'Inspection générale des finances (IGF), l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), l'Inspection générale de l'administration (IGA), l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR), l'Inspection générale de la jeunesse et des sports (IGJS), le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), le Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET) et le Contrôle général des armées.

Le thème principal de cette réunion a été la politique d'audit interne de l'Etat.

Plusieurs autres rencontres de ce type seront programmées en 2010.

### Développer l'audit au sein du MAAP

La réflexion de la MIGA décline plusieurs points importants concernant le développement de la fonction d'audit au sein du MAAP :

- **élaborer une Charte ministérielle d'audit**  
cette charte élaborée, en concertation avec les Directions du Ministère, définirait le cadre de l'exercice de cette fonction avec les objectifs, les méthodologies et les normes, les responsabilités et les devoirs réciproques des Directions et du CGAAER,
- **conduire une analyse des enjeux et des risques, et définir des priorités**  
cette démarche est absolument nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre la phase suivante : la programmation,
- **faire une programmation des activités d'audits sur une base pluriannuelle**  
cette phase est indispensable même s'il ne faut pas exclure des besoins ponctuels. La programmation des audits est d'ailleurs une exigence communautaire dans certains secteurs comme la sécurité sanitaire des aliments,
- **créer un Comité ministériel d'audit**

ce comité aurait une triple fonction : organisation des programmes d'audit, élaboration des plans d'action, suivi de la mise en œuvre. Il aurait également un rôle stratégique pour la promotion de l'audit et du contrôle interne.

### Futurs axes de travail

- organisation de la fonction d'audit interne au sein de l'Etat,
- mise en place d'un groupe de travail sur l'inspection et l'audit des DDI,
- échanges des processus de réalisation des missions entre les différents Conseil généraux et Inspections générales,
- formations et échanges d'ingénieurs ou d'inspecteurs généraux.

# Le CGAAER et la politique d'INFLUENCE À L'INTERNATIONAL

## Expertise de projet d'assainissement au Vietnam

Le projet porte sur la collecte et le traitement des eaux usées des deux villes de Ha Dong et de Son Tay, respectivement de 12 000 et 60 000 habitants, administrativement reliées au Grand Hanoi.

Le montant du projet est de l'ordre de 35 millions d'euros et le prêt français sollicité est de 26 millions d'euros.

Après analyse, en France, de la documentation relative au projet, la mission d'expertise a eu lieu sur place du 15 au 25 septembre 2009.

Le rapport d'expertise a été remis en décembre dans sa version définitive.

La présence de la France et son influence au niveau international est un objectif majeur pour notre pays qui a une forte vocation exportatrice à la fois de produits mais aussi de savoir-faire.

Le Conseil général participe activement, et de manière pérenne, à la stratégie d'influence à l'international du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche notamment.

### → Expertise internationale

Elle se réalise en partenariat avec le Groupement d'intérêt public de l'Agence pour le développement de la coopération internationale (GIP ADECIA) et aussi avec le Groupement d'intérêt public France vétérinaire international (GIP FVI). On constate d'ailleurs une montée en puissance des appels à expertise de projet.

D'autres institutions, notamment la Direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE) du ministère des finances sollicitent également le Conseil général pour des expertises de projet dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

C'est ainsi qu'en 2009, le CGAAER a conduit plusieurs actions :

- une expertise sur un projet d'assainissement au Vietnam dans les villes de Ha Dong et Son Tay proches de Hanoi,
- une expertise sur un projet d'approvisionnement en eau au Pakistan à Islamabad et à Faisalabad,
- une expertise, déjà commencée en 2008, sur les enquêtes statistiques concernant les superficies et les rendements en blé et en coton en Egypte (delta et vallée du Nil).

La Turquie est le 7<sup>ème</sup> producteur européen de semences (le 3<sup>ème</sup> pour les semences de betterave). C'est également un pays importateur de semences dont les importations représentent 1/3 de sa production nationale.

La France est le second pays fournisseur derrière les Pays-Bas. Cependant, pour des espèces comme le blé, l'orge, les plantes fourragères ou les plants de pomme de terre, l'agriculture turque connaît un usage limité de semences certifiées, toutefois en augmentation depuis 10 ans avec l'évolution de la réglementation, l'amélioration des techniques et savoirs des utilisateurs.

Pour toutes ces raisons, la Turquie est considérée depuis de nombreuses années comme un partenaire essentiel du secteur des semences françaises : les semenciers français y sont implantés pour la multiplication, et le Groupement national interprofessionnel des semences (GNIS) y conduit des actions de coopération et de formation avec le ministère turc de l'agriculture.

Ces relations construites de longue date expliquent pour une bonne part le choix de la France (et de son partenaire allemand) par les Turcs pour animer et conduire ce jumelage.

### → Jumelages internationaux

2009 a vu la clôture de quatre jumelages dans lesquels le Conseil général était chef de projet :

- deux avec le Maroc (un sur le sanitaire animal et un sur le sanitaire végétal),
- un avec la Turquie sur les semences (voir encart),
- un avec la Lettonie en post adhésion à l'Union européenne en 2004 (aide administrative à la bonne utilisation des aides européennes à la promotion des produits agricoles et audit des contrôles administratifs mis en place dans ce domaine depuis 2004).

Toujours en 2009, deux jumelages ont été engagés :

- un avec la Roumanie sur les signes de qualité,
- un avec le Monténégro sur le développement rural en partenariat avec l'Autriche,

Enfin, un jumelage a été poursuivi :

- avec l'Egypte sur la surveillance et la lutte contre les maladies animales en appui à l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

### → Coopération bilatérale

En 2009, le Conseil général a poursuivi son travail dans plusieurs accords de coopération avec plusieurs pays :

- avec le Conseil général du développement agricole (CGDA) marocain pour l'appui à la mise en œuvre du 2<sup>ème</sup> pilier du Plan « Maroc vert »,
- avec le ministère de l'agriculture haïtien pour la sécurité de la production alimentaire, suite aux ouragans Gustav et Hanna de 2008. Alors que les opérations sur le terrain des applications et des préconisations de cette mission devaient démarrer en janvier 2010, le séisme subi par Haïti en janvier 2010 entraîne une réorientation des actions,
- avec le Vietnam pour le développement de l'administration chargée des contrôles sanitaires.
- avec la Mauritanie sur un programme sanitaire en matière de pêche et d'aquaculture,

### → Appui technique international

Par convention passée en 2006 avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le Conseil général met un de ses membres à disposition de cet organisme.

Cette mission permanente a pour objectif d'aider les pays à renforcer leurs législations dans le domaine vétérinaire.

En 2009, le Bouthan, le Kirghistan, le Liban, la Thaïlande, le Vietnam, le Mali et le Burkina Faso ont bénéficié de cet appui.

### → Formation internationale dans le domaine vétérinaire

- appui en formation vétérinaire, en liaison avec le GIP FVI, avec l'animation d'ateliers de formation en France, en Thaïlande, en Zambie dans le cadre du programme « better training for safer food » financé par l'Europe,
- appui et expertise au Centre collaborateur de l'OIE dans la formation de vétérinaires officiels et l'évaluation des services vétérinaires étrangers,
- participation, avec le GIP FVI, au montage de dossiers et à la « fourniture » d'experts en appui technique tant au niveau santé animale qu'au niveau hygiène alimentaire en Europe et dans les pays tiers.

Vaches en Thaïlande.





# La communication du CGAAER

Le Conseil général, dans le continuum de son action de communication, a réalisé en 2009 un effort tout particulier d'innovation.

## → Dans le domaine des publications

Avec l'aide de la Direction de la communication (DICOM) du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, le bandeau des publications mensuelles AAER et des cahiers spéciaux trimestriels a été totalement changé pour une meilleure présentation plus moderne et plus lisible par voie électronique.



En 2009, 11 numéros mensuels d'AAER ont été publiés ainsi que 3 cahiers spéciaux.

L'enquête menée sur les connections au site du CGAAER montre que le mensuel AAER est actuellement le document le plus régulièrement téléchargé du MAAP.

Les trois cahiers spéciaux publiés en 2009 concernaient les thèmes suivants :

- terroirs et produits sous signes de qualité,
- filières du cheval,
- OGM, organismes génétiquement modifiés (version réactualisée et enrichie d'une publication de 2007).

En outre, un cahier spécial sur l'alimentation a été commencé en 2009 et il sera publié début 2010.

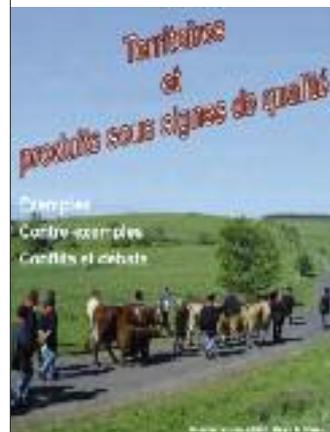
## → Les rencontres du CGAAER

Autre innovation, l'organisation d'un événementiel : les rencontres du CGAAER.

Elles devraient se dérouler selon un rythme annuel.

La première rencontre organisée par le CGAAER, s'est tenue en novembre 2009 au MAAP et elle avait pour thème « Forêt-bois ».

Cette première augure d'une suite, pour l'année 2010, sur d'autres thématiques.



## Rencontre Forêt-bois 5 novembre 2009

Cette rencontre, avec la participation de M. Jean Puech ancien ministre, a réuni deux cent personnes, issues de tous les horizons socioprofessionnels liés à la forêt, à l'industrie du bois, à l'ameublement et au bâtiment,

Plusieurs thèmes ont été abordés :

- le bois et le Grenelle de l'environnement,
- mise en valeur de la forêt française,
- le bois dans la construction,
- le bois et l'énergie,
- le bois d'industrie : papier, panneaux, chimie verte.

Une table ronde réunissant divers responsables d'organisations liées à la forêt, a clôturé cette manifestation.



- 
- ✓ **Des missions**
  - ✓ **Des rapports**
  - ✓ **Des représentations  
dans des domaines  
variés**

# Des missions

## DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES MISSIONS RÉALISÉES EN 2009 PAR LE CGAAER

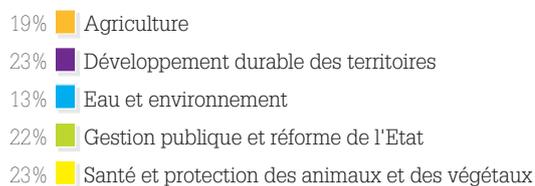
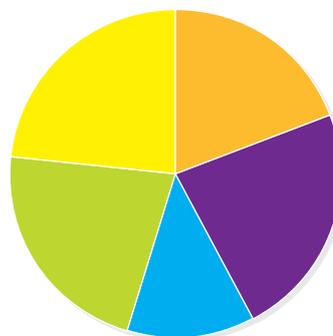
En 2009, le Conseil général a effectué 406 missions (104 à caractère permanent et 302 à caractère temporaire) sur des sujets très divers.

Elles ont porté sur de nombreux domaines comme l'agriculture, l'alimentation, la biodiversité et les ressources naturelles, le développement durable des territoires, l'eau et l'environnement, l'économie et les produits agricoles, la forêt, la formation et la recherche, la gestion publique et la réforme de l'État, la pêche, la santé animale et végétale et la protection des animaux, le travail, l'emploi et la protection sociale agricoles.

## LES MISSIONS PERMANENTES D'INSPECTION ET D'AUDIT

En 2009, la Mission d'inspection générale et d'audit (MIGA) du CGAAER, a réalisé 104 missions, nécessitant la désignation de 65 auditeurs et 132 participations de ceux-ci.

Répartition des missions par la MIGA par domaine



## Répartition par domaine des missions réalisées en 2009 par la MIGA

Domaine de compétence	Thèmes d'audit	Missions
Agriculture	Identification et primes ovines et caprines Identification et primes animales dans les DOM FEOGA Garantie - DOM SIGC - Conditionnalité des aides SIGC - Conditionnalité des aides - DPU	20
Développement durable des territoires	CICC - Fonds structurels - FEADER - Mesures nationales Contrôles de 2 <sup>e</sup> niveau du Fonds social européen (FSE) CICC - Fonds structurels - FEADER - Mesures régionales CICC - Fonds structurels - FEP Inspection des parcs nationaux	24
Eau et environnement	Prévention des risques naturels	13
Gestion publique et réforme de l'Etat	Agrément des organismes payeurs Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 6 <sup>ème</sup> cycle) Contrôle de la mise en œuvre du CASDAR Chambres d'agriculture Budgétaires et comptables	23
Santé et protection des animaux et des végétaux	Plans d'urgence Passeports phytosanitaires européens Contrôles à destination Agréments sanitaires Contrôle des intrants dans les cultures végétales Gestion des sous-produits animaux dans la filière 'Ruminants'	24
<b>Total</b>		<b>104</b>

## LISTE DES MISSIONS PERMANENTES ET INTERVENTIONS DE LA MIGA ENREGISTRÉES EN 2009

Numéro	Intitulé des missions	Domaine
1652	Audits 2009 Audit FEOGA Garantie – DOM – Audit de La Réunion	Agriculture
1850	Audits 2009 - SIGC - Conditionnalité des aides : – Audit Conditionnalité 2009 Charente-Maritime – Audit Conditionnalité 2009 Côte-d'Or – Audit Conditionnalité 2009 Isère – Audit Conditionnalité 2009 Morbihan – Audit Conditionnalité 2009 Nord	Agriculture
1968	Audits 2009 - SIGC - Conditionnalité des aides – DPU : – Audit DPU 2009 Aveyron – Audit DPU 2009 Gers – Audit DPU 2009 Marne – Audit DPU 2009 Vaucluse	Agriculture
3008	Audits 2009 - Identification et primes animales dans les DOM – Audit SIGC IPG 2009 – Guadeloupe	Agriculture
3009	Audits 2009 - Identification et primes ovines et caprines : – Audit IPG et primes ovines 2009 Dordogne – Audit IPG et primes ovines 2009 Pyrénées-Atlantiques – Audit IPG et primes ovines 2009 Haute-Vienne – Audit IPG et primes ovines 2009 Haute-Loire	Agriculture
1852	Audits 2009 - Prévention des risques naturels : – Audit RNH 2009 Bouches-du-Rhône – Audit RNH 2009 Côte-d'Or – Audit RNH 2009 Dordogne – Audit RNH 2009 Eure – Audit RNH 2009 Finistère – Audit RNH 2009 Gard – Audit RNH 2009 Haute-Garonne – Audit RNH 2009 Gironde – Audit RNH 2009 Isère – Audit RNH 2009 Lot-et-Garonne – Audit RNH 2009 Tarn-et-Garonne – Audit RNH 2009 Mayotte	Eau et environnement
1660	Audits 2008-2009 - Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 6 <sup>ème</sup> cycle) : – Audit CIAP du Programme 302 du MINEFE - « Facilitation et sécurisation des échanges » – Audit CIAP du Programme 113 du MEEDDM - « Aménagement et nature »	Eau et environnement
1929	Audits 2009 - Chambres d'agriculture : – Audit CRA de Languedoc Roussillon – Audit CRA d'Auvergne – Audit CRA des Pays de Loire – Audit CRA d'Aquitaine – Audit CA de la Lozère – Audit CA du Cantal – Audit CA de la Mayenne – Audit CA des Landes – Audit CA de la Vienne	Gestion publique et réforme de l'Etat
1955	Audits 2009 - Contrôle de la mise en œuvre du CASDAR : – Audit du Réseau des associations de formation collective à la gestion - Inter-AFOCG – Audit de l'institut technique de l'horticulture - ASTRED'HOR – Audit de l'institut technique des fruits et légumes - CTIFL – Audit CA de la Vienne	Gestion publique et réforme de l'Etat
2034	Audits 2009 - Budgétaires et comptables : – Audit BC 2009 Fiabilisation BOP – DDSV d'Ille-et-Vilaine – Audit BC 2009 fiabilisation BOP – DDSV du Morbihan – Audit BC 2009 fiabilisation BOP – DDSV de la Moselle – Audit BC 2009 Organisation du contrôle interne de l'AFSSA	Gestion publique et réforme de l'Etat

# Des missions

Numéro	Intitulé des missions	Domaine
3002	Audits 2009 - Agrément des organismes payeurs - Agrément de l'ODEADOM	Gestion publique et réforme de l'Etat
1509	Audits 2007-2009 - Plans d'urgence sanitaire et phytosanitaire – Audit PU Ille et Vilaine	Santé et protection des animaux et des végétaux
1658	Audits 2008 Passeports phytosanitaires européens Synthèse	Santé et protection des animaux et des végétaux
1659	Audits 2007-2008 Contrôles sanitaires et phytosanitaires à destination Synthèse	Santé et protection des animaux et des végétaux
1995	Audits 2009 - SPS - Gestion des sous-produits animaux dans la filière « Ruminants » : – Audit sous-produits animaux 2009 - Manche – Audit sous-produits animaux 2009 - Haute-Garonne – Audit sous-produits animaux 2009 - Finistère – Audit sous-produits animaux 2009 - Gard – Audit sous-produits animaux 2009 - Seine-Maritime – Audit sous-produits animaux 2009 - Meuse – Audit sous-produits animaux 2009 - Vendée	Santé et protection des animaux et des végétaux
1996	Audits 2009 - SPS - Contrôle des intrants dans les cultures végétales : – Audit Intrants en production végétale 2009 - Alsace – Audit Intrants en production végétale 2009 - Champagne-Ardenne – Audit Intrants en production végétale 2009 - Pays de Loire	Santé et protection des animaux et des végétaux
1997	Audits 2008 - SPS - Agréments sanitaires : – Audit AGS 2009 Morbihan – Audit AGS 2009 Lot-et-Garonne – Audit AGS 2009 Somme – Audit AGS 2009 Calvados – Audit AGS 2009 Seine-Saint-Denis – Audit AGS 2009 DGAL	Santé et protection des animaux et des végétaux
1863	Audits 2009 - CICC - Fonds structurels - FEP : – Audit CICC- FEP 2009 - Bretagne – Audit CICC- FEP 2009 - Corse – Audit CICC- FEP 2009 - PACA – Audit CICC- FEP 2009 - Guadeloupe – Audit 2009 OFIMER	Développement durable des territoires
1927	Inspections des parcs nationaux : – Inspection du parc national de la Réunion – Inspection du parc national de la Guyane	Développement durable des territoires
3003	Audits 2009 - CICC - Fonds structurels - FEADER - Mesures régionales : – Audit FEADER Reg 2009 - Bretagne – Audit FEADER Reg 2009 - Corse – Audit FEADER Reg 2009 - Ile-de-France – Audit FEADER Reg 2009 - Guadeloupe – Audit FEADER Reg 2009 - PACA	Développement durable des territoires
3004	Audits 2009 - CICC - Fonds structurels - FEADER - Mesures nationales : – Audit FEADER Nat 2009 - Reboisement - Charente Maritime – Audit FEADER Nat 2009 - Reboisement - Vosges	Développement durable des territoires
3006	Audits 2009 - Contrôles de 2° niveau du Fonds social européen (FSE) : – La valorisation des acquis professionnels dans l'enseignement supérieur – L'égalité des chances entre hommes et femmes – Les indemnités versées aux maîtres-exploitants dans le cadre du « stage six mois » préalable à l'installation – La certification en unités capitalisables et l'alternance dans le cadre de PRIMO	Développement durable des territoires

## AUTRES MISSIONS PERMANENTES : LES JURYS

A l'instar de l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) et de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGENR), des membres du CGAAER assurent la présidence de divers concours et jurys pour asseoir l'autorité académique du MAAP, notamment pour les jurys nationaux du BTSA et pour les autres diplômes de l'enseignement supérieur.

Ces concours et jurys peuvent être classés de la manière suivante :

- présidences de jurys de recrutement des cadres directeurs et inspecteurs de l'enseignement agricole,
- présidences et membres de jurys de recrutement dans les corps de catégorie A et B du MAAP dont les corps techniques et les corps d'enseignants,
- présidences des jurys de l'enseignement supérieur, notamment pour les diplômes des établissements privés de formation d'ingénieurs,
- présidences des jurys du brevet de technicien supérieur d'agriculture (BTSA),
- présidences de jurys d'accès à des métiers réglementés, notamment conseillers agricoles, qualification professionnelle des formateurs de maison familiale rurale, exercice de la médecine et de la chirurgie vétérinaire, inséminateurs.

En 2009, le Conseil général a ainsi assuré :

- 36 présidences de jury de BTSA, d'entrée ou de sortie d'écoles d'ingénieurs,
- 21 présidences de jury de recrutement pour l'encadrement et les corps d'enseignants de l'enseignement technique,
- 38 présidences ou participations à des jurys de recrutement dans la fonction publique d'Etat.

Les membres du CGAAER, présidents de jury de recrutement aux corps des enseignants, ont contribué avec les services de la DGER et du secrétariat général, l'inspection de l'enseignement agricole et l'Ecole nationale de formation agronomique (ENFA), à la mise en place de la nouvelle réforme du recrutement sur le niveau master (mastérisation) et ont coanimé le séminaire des 14 et 15 décembre 2009 pour l'écriture des textes des arrêtés de recrutement.

D'autre part, le collège des présidents de jurys a réalisé le « mémento du président de jury de recrutement ». Ce mémento entre dans l'objectif de préciser les processus des missions de présidence de jury.

La DGER a souhaité revoir tous ses dispositifs d'évaluation des examens par une mission confiée au CGAAER, afin d'organiser les concertations nécessaires pour des propositions d'organisation à l'horizon de juin 2010.

# Des missions

## LES MISSIONS TEMPORAIRES

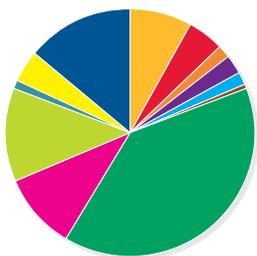
En 2009, sur les 302 missions temporaires effectuées par le Conseil général, 64 ont été demandées directement par le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, 52 par les directions générales du MAAP, 19 par autosaisine du CGAAER, 10 par d'autres ministres, 8 par des organisations internationales, les 149 restantes l'ont été par une douzaine de commanditaires différents.

Nombre de missions en cours au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	145
Nombre de missions apparues en 2009	157
<b>Nombre total de missions temporaires actives en 2009</b>	<b>302</b>

## Répartition par domaine des missions temporaires effectuées en 2009

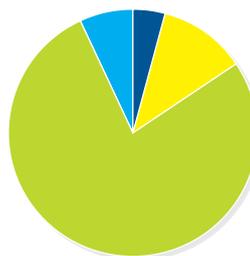
Agriculture	59
Pêche	9
Forêt	15
Développement durable des territoires	26
Formation et recherche	36
Travail, emploi et protection sociale agricoles	7
Alimentation, qualité et sécurité	16
Santé et protection des animaux et des végétaux	32
Eau et environnement	30
Biodiversité, ressources et milieu naturel	7
Economie et transformation des produits agricoles	18
Gestion publique et réforme de l'Etat	46

### Missions temporaires nouvelles par métiers



13,56%	Agriculture
3,39%	Représentation
0,85%	Prospective
6,78%	Médiation
10,17%	Jurys
3,39%	Formation interne ou externe
3,39%	Expertise
16,10%	Evaluation
22,88%	Etudes
5,08%	Conseil
11,86%	Audit
2,54%	Appui technique et accompagnement

### Missions temporaires nouvelles par localisation



15%	Européen
7%	International
65%	National
5%	Outremer

## LISTE DES MISSIONS TEMPORAIRES DU CGAAER EN 2009 (classées par ordre alphabétique)

→ Dans le domaine de l'agriculture

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1958	Adaptation de l'offre vinicole française aux marchés extérieurs	National
1994	Adaptation de l'appareil industriel de la filière laitière aux nouveaux enjeux économiques	National
2087	Analyse de la filière laitière en Haute-Loire	National
1920	Analyse des enjeux et des choix bio-énergétiques à opérer et des solutions proposées pour la rénovation de la centrale thermique de la sucrerie de Marie-Galante en Guadeloupe	Outremer
1831	Analyse des relations entre producteurs-transformateurs de la filière lait	National
1778	Appui méthodologique et technique à l'IGN France international pour la mise en place d'un système d'enquête sur les superficies des cultures et sur les rendements sur la vallée et le delta du Nil	International
1940	Assistance auprès de l'Office national interprofessionnel des grandes cultures	National
1984	Audit de la filière élevage en Martinique	Outremer
1888	Audit de la SAFER de la Martinique	Outremer
2007	Audit des avances et prêts accordés aux OP banane	National
1887	Audit du Centre technique de la Canne et du Sucre (CTSC) de la Martinique.	Outremer
1830	Conditions d'intervention du fonds national de garantie des calamités agricoles suite aux mortalités exceptionnelles de naissains et d'huîtres juvéniles	National
1668	Conduite de projet pour la distribution de fruits dans les établissements d'enseignement	National
1853	Contribution à la sécurité alimentaire en Haïti	International
1472	Convention (lettre de mission) : assistance au Club du Sahel de l'Afrique de l'ouest (CSAO)	International
2002	Co-présidence avec un Membre de l'IGF d'un groupe de travail chargé d'améliorer la gestion des aléas économiques en agriculture	National
1454	Evaluation de la politique nationale relative à l'agriculture biologique.	National
1999	Evaluation des aides de l'État accordées à l'agriculture à Mayotte	Outremer
2026	Evaluation des principales mesures de la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006	National
1976	Evolution de la fiscalité agricole et des activités en lien avec l'agriculture depuis le rapport Marre-Cahuzac de mai 2000	National
2001	Evolution des organismes de sélection des races Tarentaise, Abondance, Villard de Lans et Hérens et de l'entreprise de sélection UCEAR	National
1232	Expertise sur le rapprochement entre l'ITV et l'ENTAV (viticulture) - Expertise complémentaire auprès de l'IFVV.	National
1755	Expertise sur l'élaboration d'une stratégie de segmentation des vins produits dans le bassin Sud-Ouest	National
1978	Experts auprès du Conseiller pour l'Outre-Mer de la DGPAAT dans sa mission auprès de l'équipe projet du Délégué général de l'Outre-Mer chargé de la préparation des États généraux de l'Outre-Mer	Outremer
1983	Extension aux DOM de la Taxe générale sur les activités polluantes	Outremer
1862	Forces, faiblesses et perspectives de la viticulture vaclusienne	National
1780	Indemnisation des pertes en agriculture biologique	National
1749	Inventaire des situations où l'application de l'article 19 de la LOA, qui permet de déroger par contrat à l'exigence d'une distance minimale entre bâtiments d'élevage et habitation, se heurte à des difficultés d'application	National
2044	Jumelage 'light' avec la Bulgarie sur les fruits et légumes bio	Européen
1903	Jumelage sur la mise en œuvre de la réglementation communautaire sur les AOP, IGP, STG en Roumanie	Européen
2041	Jury de sélection des projets d'innovation et de partenariat financés par le CASDAR	National
1921	Jury de sélection des projets d'innovation et de partenariat financés par le CASDAR	National
1964	La situation de l'agriculture gardoise	National
2024	Loi de Modernisation Agricole - Appui au Groupe de travail 'Agriculture durable, forêt et territoire'	National

# Des missions

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1896	Marchés de la viande bovine et des cuirs et peaux	National
1973	Médiation dans la mise en recouvrement des deux aides du plan Rivesaltes	National
1969	Membre du comité d'évaluation externe de la SOPEXA	National
1684	Mission d'appui auprès de Michel ROUMEGOUX, ancien député du Lot, chargé d'une mission sur les exportations françaises de vin et les dispositifs de soutien public	National
1971	Pratiques commerciales dans le secteur des engrais minéraux	National
1916	Préparation de l'offre de Jumelage institutionnel avec la Croatie pour appuyer la mise en place de l'agence de paiement croate	Européen
1784	Prise en compte de la spécificité provençale au niveau des bassins viticoles	National
1889	Prospective sur la PAC	Européen
1889	Prospective sur la PAC	Européen
1962	Représentation du CGAAER au Comité national de sélection mis en place dans le cadre du plan de performance énergétique des entreprises agricoles	National
1998	Représentation du MAP dans le projet de solidarité et de coopération du MAP avec Haïti	International
1992	Suivi de l'accord de juin 2009 sur le prix du lait	National
2051	Suivi des décisions annoncées par le Président de la République dans son discours du 27 octobre 2009 'Un nouvel avenir pour notre agriculture'	National
1884	Valorisation des AOC laitières d'Auvergne	National

→ Dans le domaine de l'alimentation (qualité et sécurité)

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1735	Chef de projet pour un jumelage long en Ukraine sur la sécurité sanitaire des aliments	International
1954	Coordination nationale des dix priorités agro-industrielles de recherche et de développement	National
2020	Elaboration et coordination d'un programme de coopération avec la Mauritanie	International
1891	Evaluation de la mise en œuvre du 'Paquet Hygiène'	National
2016	Evaluation du programme national nutrition santé (PNNS2 2007-2010)	National
1866	Expertise dans le cadre de la procédure de transaction dans le cadre d'un retrait avec destruction d'une production fromagère à partir de la production laitière d'un élevage ovin touché par la tremblante	National
2058	Expertise sur la conduite de l'activité 2 du programme communautaire BTSFA (Better Training for Safer Food in Africa) au Tchad	International
2098	Expertise sur la participation au programme communautaire BTSF (Better Training for Safer Food) - Atelier sur l'hygiène et les plans de contrôle dans le domaine des viandes (Bangkok - 14 au 18 Décembre 2009)	International
2028	Groupe de travail sur l'alimentation	National
1562	La certification de l'amont à l'aval et sur l'ensemble des normes	National
2011	Le programme d'aide alimentaire dans les DOM	Outremer
1808	Libéralisation du service public de l'équarrissage	National
1966	Organisation du sommet des régions du monde sur la sécurité alimentaire - Dakar Janvier 2010'	International
1824	Réflexion sur la faisabilité d'une démarche d'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits	National

→ Dans le domaine de la biodiversité, les ressources et les milieux naturels

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1819	Stratégie nationale pour la biodiversité	National
2076	Evaluation de la Stratégie nationale de la biodiversité et de ses plans d'action	National

→ Dans le domaine des territoires et du développement durable

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1965	Appui à un Parlementaire (M. Pierre Lellouche) dans le cadre d'une mission sur l'Afghanistan confiée par le Président de la République (électrification rurale)	International
2009	Appui auprès du DRAF Rhône-Alpes sur le projet de démarche éco-territoire BioVallée	National
1813	Appui pour la préparation d'une offre d'un bureau d'études français pour la réalisation du Plan d'Action Stratégique du Bassin du Congo. Financement Banque Africaine de Développement . Partenaire SOGREA	International
1716	Bilan des outils de protection mis en place et de l'action menée par les EPF et les SAFER pour lutter contre l'étalement urbain	National
967	Conditions de régionalisation des SAR - Sociétés d'Aménagement Régional -	National
1988	Coopération entre la Région de Tambov (Russie) et la France sur la mise en œuvre d'un programme de développement durable des territoires ruraux	International
1861	Elaboration de la réponse du CGAAER au Livre vert de la Commission de l'UE sur la cohésion territoriale	National
1747	Etude sur la place des régions en matière de politique agricole et de développement rural dans quatre pays de l'Union européenne	National
1842	Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan gouvernemental pour le marais poitevin	National
2032	Evaluation de la Loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (LDTR)	National
1960	Evaluation des mesures en faveur des zones de revitalisation rurale (ZRR)	National
1904	Evaluation des modalités de mise en œuvre de deux dispositifs cofinancés par le FEADER : mesures agroenvironnementales territorialisées (MAET) et plan végétal pour l'environnement (PVE)	National
2006	Evaluation, avec le CGEDD, de la situation relative à l'utilisation de chiens de protection des troupeaux contre la prédation	National
1919	Membre de la commission particulière du débat public sur la liaison autoroutière Toulouse-Castres	National
2039	Parangonnage sur la gestion économe des espaces agricoles sous pression urbaine (première phase sur site)	National
2091	Positionnement des Services déconcentrés du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche sur les approches régionales ou territoriales financées par le FEADER (axes 3 et 4)	National
1902	Préparation de la proposition de jumelage sur le développement rural au Monténégro, dans le cadre d'un consortium avec l'Autriche, chef de file et la Slovénie	Européen
1937	Projet de jumelage sur la partie agroenvironnementale du plan de développement rural turc	International
2038	Rapporteur général des « Assises de la Ruralité »	National

# Des missions

→ Dans le domaine de l'eau et de l'environnement

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1910	Accompagnement d'un ancien sénateur dans une mission sur l'évolution des besoins en eau d'irrigation dans le Sud-ouest	National
2025	Amélioration de l'alimentation en eau potable de Faisalabad au Pakistan	International
2037	Appui technique à la Nouvelle Calédonie - Province du Nord pour mettre en place une procédure d'instruction ICPE des élevages porcins	Outremer
2055	Audit sur l'eau à la Martinique	Outremer
1922	Conséquence des intempéries ayant touché la France les 24 et 25 janvier 2009	National
1724	Contre-expertise de l'étude relative à la sécurisation des étiages de la Garonne	National
1772	Elaboration de guides techniques et méthodologiques dans le domaine de l'eau	National
2022	Elaboration d'un plan de lutte contre les algues vertes	National
1834	Expertise de l'Office d'Equipements Hydrauliques de la Corse (OEHC)	National
1741	Expertise du schéma de protection contre les crues du secteur Tarascon-Arles.	National
2014	Expertise d'un projet de station d'épuration des eaux au Vietnam	International
1912	Généralisation des bandes enherbées	National
1526	Gestion qualitative de la ressource en eau : recensement et développement des bonnes pratiques agricoles et environnementales	National
1986	Groupe de travail chargé de proposer une réponse à la consultation sur le projet de trame verte et bleue diffusé par la DGALN (Grenelle de l'Environnement)	National
1838	Groupe de travail sur l'exercice des missions sensibles dans le domaine de l'eau	National
1764	Mise en œuvre des SDAGE et évaluation des actions dans les zones soumises à contrainte environnementale	National
1828	Mission d'appui auprès de l'Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal	International
1913	Préservation des zones humides	National
2021	Présidence d'une instance d'évaluation pour l'Agence de l'eau Loire Bretagne	National
1938	Procédures de couverture des risques conchyliques - Comité d'experts indépendants pour le suivi de l'expérimentation de l'étang de Berre	National
1529	Proposition d'actions pour favoriser l'appropriation par le monde agricole de la directive cadre sur l'eau	National
1911	Protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable	National
1756	Réalisation d'un inventaire des ouvrages hydrauliques domaniaux propriété du MAP	National
1768	Recensement et réalisation d'une synthèse des études publiées sur l'impact d'une modification du prix de l'eau sur la consommation en eau pour l'irrigation	National
1767	Recensement et réalisation d'une synthèse des études sur l'identification et l'évaluation des impacts sur les milieux aquatiques des cultures bio-énergétiques	National

→ Dans le domaine de l'économie et des transformations de produits agricoles

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1783	Appui l'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMed)	International
2029	Bilan de la coordination des programmes d'action pour le soutien au développement à l'international du secteur des IAA après 4 ans de fonctionnement de la « Commission pentapartite »	International
1906	Conformité des biocarburants mis sur le marché aux critères de durabilité prévus dans la Directive européenne sur les énergies renouvelables et sur l'application de ces critères à l'ensemble de la biomasse utilisée à des fins énergétiques	National
1991	Etude sur la santé financière et sanitaire des abattoirs et les missions de l'Observatoire des abattoirs	National
1583	Expert du Ministre auprès du comité de bassin viticole Bourgogne, Beaujolais, Jura, Savoie	National
2004	Groupe de travail « Droit de la concurrence et économie agricole »	National
1877	Mission d'expertise sur un projet de fermeture d'une usine de raffinage de sucre au regard du motif économique invoqué	National
2018	Préparation de la table ronde « Fruits et légumes » du 22 septembre 2009 - Evaluation du coût du travail dans le secteur	National
1564	Présidence par intérim de l'instance chargée de la gestion et de la défense de l'AOC Camembert de Normandie	National
1703	Projet de jumelage court avec la Lettonie : élaboration et contrôle de mesures promotionnelles des produits agricoles	Européen

→ Dans le domaine de la forêt

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1928	Adaptation des pratiques sylvicoles mises en œuvre en Aquitaine au changement climatique	National
1909	Analyse des débouchés pour les volumes de bois énergie liés à la tempête Klaus	National
1882	Appui à la mission confiée par le Président de la République à Jean Puech, ancien Ministre, sur la mobilisation de la ressource et le développement de l'offre de bois en France	National
1974	Constitution d'un pôle national de recherche-développement en charge des ressources génétiques forestières	National
2060	Coprésidence de la Commission Assurance et financement forestier	National
1930	Création d'un parc national forestier	National
1977	Evaluation de l'impact de la réorganisation de l'Office national des forêts, du Centre national professionnel et des Centres régionaux de la propriété forestière	National
2093	Evaluation des choix inscrits dans le plan gouvernemental visant à soutenir la mobilisation et le stockage du bois issu des parcelles sinistrées lors de la tempête Klaus	National
2092	Organisation de la participation collective des acteurs de la recherche forestière publique et privée pour la présentation de leurs travaux et de leurs actions au prochain Congrès mondial de l'IUFRO à Séoul en 2010	International
1836	Organisation de la participation collective des acteurs forestiers publics et privés au XIII congrès forestier mondial à Buenos Aires	International
1917	Recensement des dommages de la tempête Klaus (cellule inter-régionale d'estimation des dégâts)	National
1993	Visite des forêts expérimentales de la province de Heilongjiang en Chine	International

# Des missions

→ Dans le domaine de la formation et de la recherche

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1947	Adéquation entre la demande professionnelle et la préparation à l'emploi, notamment sur les métiers de la nature et de l'environnement	National
1949	Adéquation entre la demande professionnelle et la préparation à l'emploi, notamment sur les métiers de l'agroalimentaire	National
1948	Adéquation entre la demande professionnelle et la préparation à l'emploi, notamment sur les métiers des services aux personnes	National
2054	Appui à AgroParisTech pour la poursuite de l'étude des aspects juridiques de la Maison de l'Institut National Agronomique (MINA),	National
1925	Appui à la DGER pour la mise en œuvre des recommandations issues de la mission d'expertise concernant le fonctionnement du GIPSA	National
1895	Appui à la fondation FARM pour la deuxième session de formation des professionnels du secteur cotonnier	International
1843	Appui à la préparation du Débat national public sur les nanotechnologies	National
1953	Comparaison sur la structuration LMD de l'enseignement agronomique et vétérinaire en Europe	National
1900	Elaboration d'une carte de formation pour les diplômés professionnels de niveau IV et V du secteur 'activités hippiques' du MAP	National
1942	Etat d'avancement de la structuration des 7 pôles de compétence de l'enseignement supérieur agricole dans leurs dimensions formation, recherche et développement	National
1738	Etat des lieux des fermes expérimentales de l'APCA, de l'INRA, des instituts et des EPL et recherche des possibilités de mise en réseau et de complémentarités	National
1950	Evolution de l'offre de formation dans les centres de formation et de promotion adultes (CFPPA) et les centres de formation d'apprentis (CFA)	National
1907	Evolution de l'Ecole nationale d'ingénieurs des travaux agricoles de Bordeaux (ENITAB)	National
1802	Expertise des capacités du Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques à assurer les nouvelles fonctions dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités	National
2078	Groupe de travail temporaire sur la recherche dans les domaines d'intérêt vétérinaire	National
2059	Groupement national de recherche conchylicole	National
1818	Les métiers de l'agro-alimentaire	National
1611	L'offre de formation dans le domaine commercial et diagnostic et positionnement du BTSA technico-commercial.	National
1943	Méthodologie à l'évaluation du 5ème schéma de l'enseignement agricole	National
1981	Participation en qualité de membre au Jury du concours externe d'élèves IAE 2009	National
1637	Pilotage de la mise en place du projet 'Jardin de la Villa Thuret' au Cap d'Antibes, site appartenant à l'INRA	National
2052	Présidence du Comité de filière 'Agriculture et Forêt' pour la création des métiers de la croissance verte dans le cadre du Comité de suivi du Grenelle de l'environnement	National
2053	Présidence et participation au groupe de travail sur l'évolution des modalités des examens de l'enseignement agricole.	National
1951	Projets de licences professionnelles	National
1944	Schémas d'organisation et pilotage des établissements d'enseignement agricole	National
1952	Suivi méthodologique des chefs de projet en établissement d'enseignement technique et articulation avec des projets de thèse	National
1946	Synthèse, réalisée par l'unité spécialisée des présidents de jurys BTSAs, sur les modalités d'accès à la qualification professionnelle et l'obtention des titres et diplômes	National
1945	Validation des acquis de l'expérience (VAE) et bilan des compétences en vue d'une reconversion professionnelle	National

→ Dans le domaine de la gestion publique et de la réforme de l'Etat

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1980	Analyse de la demande et élaboration du cahier des charges d'une plate forme d'appui aux Services centraux et déconcentrés	National
1419	Appui à DGAL pour la restructuration du laboratoire national de la PV (LNPV) et du maillage des laboratoires agréés	National
1918	Appui à la démarche de rapprochement des chambres régionales de l'agriculture de la région Nord Pas de Calais	National
1685	Appui à l'audit interne de l'INRA	National
2049	Appui à Marie-Ange DU MESNIL DU BUISSON pour la préparation de nouvelles décisions dans le cadre de la RGPP concernant le MAAP et les opérateurs sous sa tutelle ainsi que certaines interventions dans le domaine vétérinaire	National
1752	Appui auprès de la chambre régionale d'agriculture de la région Rhône-Alpes	National
1873	Appui auprès de l'institut Technologique FCBA pour l'aider dans sa réflexion, conduite dans le cadre de la préparation de son prochain relogement, sur les conséquences de l'évolution de ses dépenses immobilières sur son organisation	National
1372	Appui technique auprès de l'APCA pour développer les relations entre les chambres d'agriculture et les collectivités territoriales	National
1956	Assistance auprès du Préfet de la région Languedoc-Roussillon pour le règlement des difficultés rencontrées par la Chambre régionale d'agriculture	National
2023	Audit de certains processus gérés par FranceAgriMer	National
2048	Audit du management du service des ressources humaines et des services généraux d'un établissement public.	National
1444	Cadre des échanges de données informatisées pour les secteurs agricoles et alimentaires	National
1934	Conduite d'une réflexion spécifique sur la cohérence à établir entre l'action du futur établissement qui résultera du rapprochement entre l'EP des Haras nationaux et l'Ecole nationale d'équitation et celle du fonds éperon	National
2027	Etat des lieux et propositions sur l'organisation et le fonctionnement du dispositif 'FCPR et Spécialistes'	National
1957	Evaluateur technique Cofrac aux audits d'accréditation de la DGAL	National
1867	Evolution des statuts du Groupement d'intérêt économique public 'Formation Santé Animale et Auxiliaire Vétérinaire' (GIPSA)	National
1719	Expertise sur le projet et le rôle de la société nationale d'horticulture de France (SNHF)	National
1932	Exploitation des comptes rendus d'activité individuels 2008	National
1959	Exploration de la possibilité de la création d'une association professionnelle regroupant les agents à compétence vétérinaire	National
1672	Groupe de travail OMM sur les parcours professionnels des B techniques	National
1410	Groupe d'évaluation de la fusion DDAF/DDE.	National
2010	Les Métiers de la fonction ressources humaines du MAAP - Etude OMM	National
1989	Mise en place des moyens nécessaires à la promotion du savoir-faire horticole	National
1881	Mission d'appui technique et financier auprès de la chambre d'agriculture de Guyane	Outremer
1521	Mission d'audit et d'accompagnement auprès des organisations professionnelles agricoles de Savoie	National
1874	Modalités de recrutement des enseignants contractuels de longue durée de l'enseignement agricole (ACEN).	National
1931	Participation aux salons en relation avec la Délégation à l'information et à la communication et le président du Groupe de travail Information-communication	National
1807	Présidences de commissions recrutement PACTE	National
1933	Prolongement de la réflexion sur la base missions	National
1878	Rédaction du rapport d'activité 2008 du Conseil général	National
1970	Réécriture du Code forestier	National
1987	Relecture du règlement intérieur du CGAAER	National

# Des missions

→ Dans le domaine de la pêche

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1985	Analyse des propositions du livre vert pour la révision de la politique commune de la pêche (PCP) de la Commission européenne	National
2077	Appui aux organisations bretonnes de producteurs dans la mise en place d'une nouvelle démarche pour la commercialisation des produits de la pêche	National
1979	Etude des rapports produits dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture par les Conseils généraux, le CoPerCI et le CGAAER	National
1809	Examen des conditions de mise en place d'un service d'intérêt économique général (SIEG) dans les ports de pêche	National
1777	Gouvernance de la filière pêche : organisation économique, fonction commerciale souhaitée pour les organisations de producteurs (OP), structuration d'une logique produit face à la distribution	National
1899	Participation au groupe de travail et appui à la rédaction du mémorandum de la position française sur la future politique agricole commune pour le secteur de la pêche	Européen
1941	Représentation du MAP aux réunions de travail n° du Grenelle de la Mer	National
2040	Synthèse des contributions pour les Assises de la pêche	National

→ Dans le domaine de la santé animale et végétale et de la protection des animaux

Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
2031	Accompagnement scientifique de la gestion d'un foyer de nématodose à <i>Meloïdogynes chitwoodi</i> et fallax en Picardie	National
2005	Appui à l'élaboration de la législation vétérinaire au Liban	International
1800	Appui auprès d'un Parlementaire : Place du vétérinaire libéral et son rôle dans le système français de surveillance et de gestion des risques tout au long de la filière animale	National
2015	Débat public sur les nanotechnologies - Participation aux réunions régionales pour la thématique Alimentation-Agriculture	National
1972	Epandage aérien de produits phytopharmaceutiques	National
2019	Evaluation de la filière 'Ammoniac à usage agricole'	National
1833	Evaluation des résultats de la convention de subvention pour le renforcement des capacités de diagnostic des laboratoires vétérinaires africains pour les pestes aviaires et la structuration d'un réseau pan-africain	International
1905	Evaluation d'une généralisation de l'identification obligatoire des chats	National
2057	Evaluation pour la FAO et l'OIE du programme 'Global Framework for progressive Control of Transboundary Animal Diseases' (GF-TAD)	International
1967	Expertise des voies de sortie de crise suite à la pollution d'une zone agricole du département de la Loire par les PCB et les dioxines	National
1872	Expertise du dispositif de gestion technique et l'accompagnement financier pour le foyer de nématodes découvert au printemps 2008 en Picardie	National
1786	Expertise sur la mise en œuvre et le financement des programmes nationaux de lutte contre les maladies animales en Lituanie.	International
2012	Expertise sur la pertinence de l'utilisation de l'iode chez les animaux à proximité des centrales nucléaires	National
1734	Extension de l'utilisation du système d'échanges de données informatisées 'SACHA' avec les laboratoires d'analyses	National
1360	Jumelage Européen avec le Maroc sur le renforcement des structures de contrôles sanitaires et phytosanitaires	International
1278	La restructuration de l'arboriculture dans la Drôme et les départements voisins atteints par la Sharka	National
1880	Mise en œuvre du règlement sanitaire international	National
1901	Mise en place de l'observatoire du comportement canin	National
1990	Mission d'expertise en Azerbaïdjan portant sur l'identification animale	International
2035	Mission d'expertise et conciliation dans un élevage de chèvres de la Loire	National

1598	Mission interministérielle sur le chlordécone	National
2013	Modèles épidémiologiques dans le domaine végétal	National
1924	Présentation sur la fièvre aphteuse dans un cours international sur 'le contrôle et l'éradication des maladies animales représentatives en Méditerranée' organisé par le CIHEAM, l'OIE et la FAO à Saragosse le 31 mars 2009	International
1879	Présidence avec aide à la mise en place du GIP PULVES, chargé du dispositif de contrôle des pulvérisateurs	National
1975	Présidence des groupes de concertation pour la mise en œuvre des propositions du rapport du Sénateur Charles Guéné sur l'avenir de la profession vétérinaire	National
2046	Projet de jumelage contrôles intracommunautaires santé et bien être animal en Bulgarie	Européen
1936	Propositions d'orientation, de composition et de fonctionnement du Conseil scientifique du Laboratoire national de la protection des végétaux (LNPV)	National
1886	Réflexion sur le thème 'Profession vétérinaire et rurale'	National
2030	Suivi et évaluation de la mise en œuvre du plan Ecophyto 2018	National
2045	Voies de désengagement de l'Etat de la gestion de la génétique des chiens et des chats	National

→ Dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale agricoles

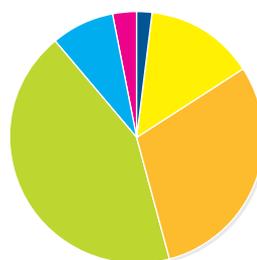
Numéro	Intitulé de la mission	Niveau
1751	Constitution et pilotage du groupe de travail chargé d'élaborer un statut social des producteurs de truffes	National
1923	Evaluation à mi parcours de la Convention d'objectifs et de gestion de la Mutualité Sociale Agricole (MSA)	National
1926	Mission en vue de l'élaboration et la diffusion d'instructions relatives aux archives des services de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles (SITEPSA)	National
1883	Pauvreté, précarité et solitude dans le monde rural	National
1885	Préfiguration du rapprochement entre les différentes composantes de l'offre de santé des établissements sanitaires et médico-sociaux du régime minier dans la région Nord-Pas-de-Calais	National

# Des rapports

En 2009, 204 rapports ont été définitivement rendus par les membres du CGAAER.

Il est à remarquer que ces rapports peuvent correspondre à des missions effectuées avant 2009 et que les rapports de certaines missions réalisées en 2009 ne seront rendus qu'en 2010.

**Rapports des missions permanentes de la MIGA par Domaines**



2%	■ Pêche
14%	■ Gestion publique et réforme de l'Etat
30%	■ Santé et protection des animaux et des végétaux
43%	■ Agriculture
8%	■ Eau et environnement
3%	■ Développement durable des territoires

## Les rapports de la mission permanente d'inspection générale et d'audit (MIGA)

Domaines	Thèmes d'audit	Rapports (Nombre)
Agriculture	Audit de la gestion des droits à paiement unique Audit de la mise en œuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de prime à la brebis Mise en œuvre de la conditionnalité des aides Suites données aux audits du système d'identification des bovins, ovins et caprins (IPG) et de la mise en œuvre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) en 2007	36
Développement durable	Initiative communautaire FEADER programme national - mesures forestières	3
Eau et environnement	Audits Risques naturels et hydrauliques	7
Gestion publique et réforme de l'Etat	Agrément des organismes payeurs Audits budgétaires et comptables Audits CASDAR Audits des Chambres d'agriculture Evaluation d'études	12
Santé et protection des animaux et des végétaux	Audits agréments sanitaires Audits plans d'urgence contre les épizooties majeurs Audits contrôles à destinations Audit sous produits animaux Audit contrôle des intrants en production végétale	26
<b>Total</b>		<b>86</b>

## LISTE DES RAPPORTS DE LA MIGA ENREGISTRÉS EN 2009 (classés par numéro et par domaine)

Numéro	Titre du rapport	Domaine
1650-10	Rapport d'audit - Gestion des mouvements des droits à paiement unique (DPU) en régime de croisière	Agriculture
1650	Mise en oeuvre de la conditionnalité des aides PAC (SIGC) : – dans le département de l'Eure (n° 1650-21) – dans le département du Finistère (n° 1650-22) – dans le département de la Lozère ( n° 1650-23) – dans le département de la Vendée (campagne 2007) (N) 1650-24)	Agriculture
1650-25	Synthèse des audits conduits en 2008 sur la mise en oeuvre de la conditionnalité des aides (exercice 2007)	Agriculture
1650	Suivis des suites données aux audits : du système d'identification des bovins (IPG) et de la mise en oeuvre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) : – Primes animales dans le département de la Corrèze (n° 1650-35) – Primes animales dans le département de l'Ille-et-Vilaine (n° 1650-38) – Primes animales dans le département des Landes (n° 1650-41) – Primes animales dans le département de la Vienne n° 1650-51)	Agriculture
1650-52	Synthèse des audits conduits en 2008 sur la mise en œuvre des recommandations formulées lors des audits « identification et primes animales » (exercices 2005-2006)	Agriculture
1850	Audits de la mise en oeuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de prime à la brebis : – dans le département de la Dordogne (n° 1850-01) – dans le département de la Haute-Loire (n° 1850-02) – dans le département des Pyrénées-Atlantiques (n° 1850-03) – dans le département de la Haute-Vienne (n° 1850-04)	Agriculture
1850-05	Synthèse des audits 2009 de l'identification ovine et caprine et du traitement de la prime à la brebis	Agriculture
1850	Audits de la gestion des transferts de droits à paiement unique (DPU) : – dans le département de l'Aveyron (n° 1850-10) – dans le département du Gers (n° 1850-11) – dans le département de la Marne (n° 1850-12) – dans le département du Vaucluse (n° 1850-13)	Agriculture
1850-14	Synthèse des audits de la gestion des transferts de droits à paiement unique (DPU) réalisés en 2009	Agriculture
1850-20	Suivi des suites données à l'audit du système d'identification des bovins (IPG) et de la mise en oeuvre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) – primes animales dans le département de l'Ardèche	Agriculture
1850	Rapports sur les suites données aux audits du système d'identification des cheptels bovins, ovins et caprins (IPG) et de la mise en oeuvre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) primes animales : – dans le département des Bouches du Rhône (n° 1850-21) – dans le département du Cher (n° 1850-22) – dans le département de la Loire (n° 1850-23) – dans le département de la Mayenne (n° 1850-24) – dans le département de la Nièvre (n° 1850-25) – dans le département des Hautes-Pyrénées (n° 1850-26) – dans le département des Pyrénées-Orientales (n° 1850-27)	Agriculture
1850-28	Rapport sur le suivi des suites données à l'audit du système d'identification des bovins, ovins et caprins (IPG) et de la mise en oeuvre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) – primes animales	Agriculture
1968-10	Rapports sur la mise en oeuvre de la conditionnalité des aides – dans le département de la Charente-Maritime (n° 1968-10) – dans le département de la Côte-d'Or (campagne 2008) (n° 1968-11) – dans le département du Morbihan (n° 1968-13) – dans le département du Nord (n° 1968-14)	Agriculture

# Des rapports

Numéro	Titre du rapport	Domaine
1968-15	Synthèse des audits de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides, réalisés en 2009	Agriculture
1654	Rapports de mission concernant l'initiative communautaire FEADER programme national mesures forestières : – dans le département de la Charente (n° 1654-11) – dans le département de la Charente Maritime (n° 1654-12) – dans le département des Vosges (n° 1654-13)	Développement durable des territoires
1664	Inspections des services déconcentrés de l'Etat dans le domaine de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et technologiques – dans le département du Gers (n° 1664-02) – dans le département des Côtes-d'Armor (n° 1664-03) – dans le département de Meurthe-et-Moselle (n° 1664-08) – dans le département du Pas-de-Calais (n° 1664-10)	Eau et environnement
1664-11	Inspection de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (DDEA) des Yvelines - Mise en œuvre du plan de prévention des risques d'inondation de la vallée de la Seine et de l'Oise	Eau et environnement
1852-01	Mise en œuvre de la prévention des risques naturels par les services départementaux de l'Etat - Synthèse des inspections 2008	Eau et environnement
1852-11	Audit de la mise en œuvre de la prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de Lot et Garonne - Rapport d'audit	Eau et environnement
1304-09-01	Audit partenarial du dispositif de fiabilisation du processus comptable et financier concernant les analyses vétérinaires	Gestion publique et réforme de l'Etat
1653-01	Audit 2009 des organismes payeurs du FEOGA garantie - Rapport de pré-accréditation Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer (ODEADOM)	Gestion publique et réforme de l'Etat
1666-02	Audit de la chambre régionale d'agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur	Gestion publique et réforme de l'Etat
1666-04	Audit de la chambre régionale d'agriculture de Franche Comté	Gestion publique et réforme de l'Etat
1666-06	Audit de la chambre régionale d'agriculture Poitou Charentes	Gestion publique et réforme de l'Etat
1929-02	Audit de la chambre régionale d'agriculture d'Auvergne (septembre 2009)	Gestion publique et réforme de l'Etat
1929-01	Audit de la chambre régionale d'agriculture du Languedoc Roussillon (mai 2009)	Gestion publique et réforme de l'Etat
1666-03	Audit de la chambre d'agriculture du Doubs	Gestion publique et réforme de l'Etat
1666-01	Audit de la chambre d'agriculture des Hautes-Alpes	Gestion publique et réforme de l'Etat
1929-05	Audit de la chambre d'agriculture de la Lozère	Gestion publique et réforme de l'Etat
1667-02	Rapport relatif au contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale développement agricole et rural - Programme de développement agricole de la région Alsace de l'année 2007	Gestion publique et réforme de l'Etat
1955-02	Rapport relatif au programme de développement agricole d'Inter-AFOCG pour l'année 2007	Gestion publique et réforme de l'Etat
1655	Contrôles 2009 des opérations cofinancées par l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) dans le cadre du programme 2000-2006	Pêche
1657-02	Rapport d'audit de la mise en œuvre du contrôle des pêches maritimes, portant sur les procédures de recueil et de traitement des obligations déclaratives dans les directions régionales et départementales des affaires maritimes	Pêche

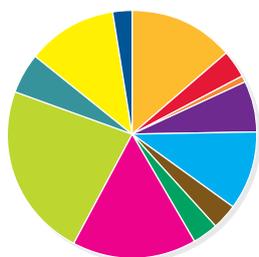
Numéro	Titre du rapport	Domaine
1509	Rapports d'audit portant sur les plans d'urgence contre les épizooties majeures (FA, pestes aviaires, PPC) : – dans le département du Bas Rhin (Séquence 1) (n° 1509-37) – dans le département du Bas-Rhin (Séquence 2) (n° 1509-38) – dans le département d'Ille et Vilaine (Séquence 3) (n° 1509-45) – dans le département du Bas Rhin n° 1509-47)	Santé et protection des animaux et des végétaux
1509-99	Audit des plans d'urgence contre les épizooties majeures - Rapport de synthèse	Santé et protection des animaux et des végétaux
1509-49	Rapport d'audit de la Direction générale de l'alimentation (Administration centrale) portant sur les contrôles à destination des denrées alimentaires d'origine animale destinées à la consommation humaine	Santé et protection des animaux et des végétaux
1509-50	Audit du programme national de contrôles à destination des denrées alimentaires ou d'origine animale destinées à la consommation humaine - Rapport de synthèse	Santé et protection des animaux et des végétaux
1659	Rapports d'audit portant sur les agréments sanitaires dans le secteur des viandes d'animaux de boucherie (découpe, viande hachée, VSM, préparations de viande) : – dans le département des Alpes Maritimes (n° 1659-02) – dans le département du Tarn (n° 1659-03) – dans le département de la Mayenne (n° 1659-04) – dans le département du Morbihan (n° 1659-05) – dans le département de Lot et Garonne (n° 1659-06) – dans le département de la Somme (n° 1659-07) – dans le département du Calvados (n° 1659-09) – dans le département de la Seine Saint Denis (n° 1659-10)	Santé et protection des animaux et des végétaux
1659-11	Rapport d'audit portant sur les agréments sanitaires dans le secteur des viandes d'animaux de boucherie (découpe, viande hachée, VSM, préparations de viande) - Synthèse des conclusions d'audits réalisés en départements (Septembre 2008 à Avril 2009)	Santé et protection des animaux et des végétaux
1659-12	Rapport d'audit portant sur les agréments sanitaires dans le secteur des viandes d'animaux de boucherie (découpe, hachage, préparation et séparation mécanique de viandes) - Rapport définitif de l'audit réalisé en administration centrale	Santé et protection des animaux et des végétaux
1659-14	Eléments de réflexion et conseils découlant de l'audit portant sur les agréments sanitaires dans le secteur des viandes d'animaux de boucherie (découpe, hachage, préparation et séparation mécanique de viandes)	Santé et protection des animaux et des végétaux
1996-01	Audit interne du contrôle des intrants en production végétale - Région des Pays de la Loire	Santé et protection des animaux et des végétaux

# Des rapports

## LES RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES RENDUS EN 2009

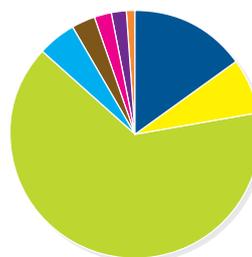
	Nombre	Europe	International	National	Outremer
Agriculture	16	1	1	10	4
Alimentation, qualité et sécurité	4		1	2	1
Biodiversité, ressources et milieu naturel	1			1	
Développement durable des territoires	8			8	
Eau et environnement	12		1	11	
Economie et transformation des produits agricoles	4			4	
Forêt	4		1	3	
Formation et recherche	19			19	
Gestion publique et réforme de l'Etat	27		1	23	3
Pêche	6			6	
Santé et protection des animaux et des végétaux	14		2	12	
Travail emploi et protection sociale agricoles	3				
<b>Total</b>	<b>118</b>				

### Répartition des rapports par domaine



13,56%	Agriculture
3,39%	Alimentation
0,85%	Biodiversité
6,78%	Développement durable
10,17%	Eau environnement
3,39%	Économie agricole
3,39%	Forêt
16,10%	Formation recherche
22,88%	Gestion publique réforme de l'Etat
5,08%	Pêche
11,86%	Santé animale et végétale
2,54%	Travail emploi protection sociale

### Rapports des missions temporaires par métiers



15%	Evaluation
7%	Audit
65%	Expertise
5%	Etudes
3%	Appui technique
2%	Inspection
2%	Médiation
1%	Conseil

## LISTE DES RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES RENDUS PAR LE CGAAER EN 2009

→ Dans le domaine de l'agriculture

Numéro	Titre rapport
1749	Rapport sur les difficultés engendrées par des dérogations aux règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers (article L. 111-3 du code rural) - Inventaire - Recommandations
1830	Procédures de couverture des risques conchylicoles
1893	Ebauche d'état des lieux du système de connaissances agricoles (SCA) dans l'Union européenne
1862	Forces, faiblesses et perspectives de la viticulture du Vaucluse
1994	La filière lait française dans la perspective de la suppression des quotas
2001	Médiation facilitant l'évolution des organismes de sélection des races alpines réunies, de la race tarine et de l'entreprise de sélection UCEAR
1958	L'adaptation de l'offre vinicole française aux marchés extérieurs
1976	Evolution de la fiscalité agricole (art.138 LFI 2009)
1454	Comparaison de la situation de l'agriculture biologique en Allemagne, Espagne et Italie - Enseignement pour la filière française
1594	Compte-rendu de mission - Contrôles des exploitations agricoles
1722	Mission d'appui technique au Groupement d'intérêt public - France Coopération internationale - Rapport Général de Fin de Mission
1778	Système d'enquêtes sur les superficies et les rendements dans le delta et la vallée du Nil
1920	Expertise sur les choix bio-énergétiques de Marie-Galante
1984	Audit de la filière élevage de la Martinique
2002	L'amélioration de la gestion des aléas économiques en agriculture
2007	Audit des avances et prêts accordés aux organisations de producteurs de banane

→ Dans le domaine de l'alimentation (qualité et sécurité)

Numéro	Titre rapport
1866	Expertise dans le cadre d'une transaction envisagée suite au retrait et à la destruction de fromages dans trois entreprises des Pyrénées Atlantiques
1735	Retour d'expérience concernant le projet de Jumelage avec l'Ukraine
1824	Amélioration de la qualité nutritionnelle des produits alimentaires - Analyse de la démarche mise en œuvre par la filière Bleu Blanc Cœur - Propositions pour une agriculture à vocation Nutrition - Santé
2011	Programme d'aide alimentaire dans les départements d'Outre-mer

→ Dans le domaine de la biodiversité, des ressources et du milieu naturel

Numéro	Titre rapport
1819	Propositions d'évolution du plan d'action agriculture 'Stratégie nationale pour la biodiversité'

→ Dans le domaine des territoires et du développement durable

Numéro	Titre rapport
1820-1	Evaluation des programmes de développement agricole et rural 2007 financés par le CASDAR PNDAR 2007 de l'AFIP
1861	Livre vert sur la cohésion territoriale (faire de la diversité territoriales un atout) - Réponse à la consultation organisée par la Commission européenne
1904	Évaluation de la mise en œuvre 2007-2008 du PVE et des MAET enjeu EAU du programme de développement rural hexagonal
1960	Evaluation des mesures en faveur des zones de revitalisation rurale (ZRR)
2032	Bilan et principaux enseignements de la mise en œuvre de la loi relative au développement des territoires ruraux (LDTR du 23 février 2005)
1716	Protéger les espaces agricoles et naturels face à l'étalement urbain
1747	Rapport d'étude du rôle des régions dans la mise en œuvre du deuxième pilier de la PAC dans quatre pays européens dans la perspective d'une évolution du dispositif français de gestion du FEADER
1842	Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour le marais poitevin 2003-2012

# Des rapports

→ Dans le domaine de l'eau et de l'environnement

Numéro	Titre rapport
1834	Expertise juridique de l'Office d'équipement hydraulique de Corse
1838	Rapport du Groupe de travail sur les missions d'ingénierie dans le domaine de l'eau
1922	Rapport sur les conséquences des intempéries ayant touché la France les 24 et 25 janvier 2009
1922-02	Rapport complémentaire sur les conséquences des intempéries ayant touché la France les 24 et 25 janvier 2009
1724	Rapport d'expertise sur les étiages de la Garonne
1768	Le rôle de la tarification dans la maîtrise de la consommation d'eau pour l'irrigation - Rapport de présentation des travaux de recherche menés sur ce thème
1771	Bilan de dix années d'application de la réglementation relative à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées
1756	Rapport sur les ouvrages hydrauliques domaniaux propriétés du ministère de l'agriculture et de la pêche
1764	Rapport sur la mise en œuvre des mesures agricoles dans les SDAGE et les zones soumises à contraintes environnementales
1767	Les impacts sur les milieux aquatiques du développement des cultures bio-énergétiques
1772	Guide Technique et Méthodologique - Zones Humides
2014	Expertise du projet de collecte et de traitement des eaux usées de Ha Dong et de Son Tay (Vietnam)

→ Dans le domaine de l'économie et de la transformation des produits agricoles

Numéro	Titre rapport
1877	Expertise sur le projet de fermeture de la raffinerie de sucre de Nantes
1906	Directive énergies renouvelables - Biocarburants, biomasse et critères de développement durable - Comment vérifier en France la conformité des biocarburants aux critères de durabilité prévus par la Directive - Phase 1 : biocarburants et bioliquides
2004	Droit de la concurrence et économie agricole - Rapport du GT de la Section économie, agriculture, entreprises du - Volume 1 : Avis délibéré de la section et Synthèse
1906-01	Directive énergies renouvelables - Biocarburants, biomasse et critères de développement durable - Extension de critères de durabilité aux autres usages énergétiques de la biomasse que les biocarburants - Phase 2 : Bio-combustibles

→ Dans le domaine de la forêt

Numéro	Titre rapport
1882	Mise en valeur de la forêt française et développement de la filière bois
1928	Reconstitution des peuplements forestiers détruits par la tempête du 24 janvier 2009 dans le massif forestier des Landes de Gascogne
1993	Rapport - Visite en Chine du 9 au 19 septembre 2009 à l'invitation de l'Académie forestière de Chine (CAF)
1977	Réorganisation de l'ONF, du CNPPF et des CRPF

→ Dans le domaine de la formation et de la recherche

Numéro	Titre rapport
1611	Le brevet de technicien supérieur agricole - option technico commerciale : diagnostic
1895	Rapport de mission au Mali 12 au 20 janvier 2009
10-07	Brevet de Technicien Supérieur Agricole - Option Développement de l'agriculture des régions chaudes - Session 2008
1900	Une nouvelle carte de formations hippiques du Ministère de l'Agriculture (Niveaux IV et V)
18-01	Rapport Accès de travailleurs handicapés aux corps des PCEA et PLPA, Examen de qualification professionnelle des PCEA, Certificat d'aptitude des PLPA, 'Examen de qualification professionnelle des 4° et 2° catégories de l'enseignement privé - Session 2009
1907	Rapport - Evolution de l'ENITA de Bordeaux
1952	Rapport - Bilan de la mission de suivi du dispositif 'Chefs de projet de partenariat en EPLEFPA' pour l'année scolaire 2008-2009
2050-03	Rapport concernant le Jury du Brevet de technicien supérieur agricole - Option productions animales - Session 2009
2052	Rapport du Comité de filière 'Agriculture et Forêts' (agroalimentaire/ biomasse/papeterie-bois/phytosanitaires)
1738	Rapport de mission sur les exploitations et stations expérimentales
2050-10	Rapport - Brevet de Technicien Supérieur Agricole - Gestion Forestière - Session 2009
10-08	Brevet de Technicien Supérieur Agricole - Option Gestion et protection de la nature - Session 2008
10-09	Brevet de Technicien Supérieur Agricole - Option Gestion et maîtrise de l'eau - Session 2009
1802	Accès des EPSCP sous tutelle du MAP au bénéfice des responsabilités et compétences élargies prévues par la loi du n°2007-1199 du 10 août 2007
2050-01	BTSA - Aquaculture - Session 2009 - Rapport de synthèse
1949-1	Adéquation entre la demande professionnelle et la préparation à l'emploi. Les besoins et l'offre de formation supérieure agro-alimentaire (ingénieurs et masters)
1949-2	Adéquation entre la demande professionnelle et la préparation à l'emploi Les conditions d'emploi et de travail dans les industries agro-alimentaires
1949-3	Adéquation entre la demande professionnelle et la préparation à l'emploi L'attractivité des formations et des emplois du secteur du bâtiment
1949-4	Adéquation entre la demande professionnelle et la préparation à l'emploi Les métiers de l'industrie agro-alimentaire, les personnes rencontrées

→ Dans le domaine de la gestion publique et de la réforme de l'Etat

Numéro	Titre rapport
1715	Etudes à l'entreprise : Synthèse des évaluations effectuées par le en 2008
1719	Société nationale d'horticulture de France et savoir-faire horticole
1874	Situation des agents contractuels de l'enseignement agricole
1934-02	Note sur la création de l'Institut français du cheval et de l'équitation
1867	Rapport d'expertise sur le fonctionnement du GIPSA
1881-03	Appui technique et financier auprès de la Chambre d'agriculture de Guyane - Rapport de synthèse
1932	Rapport sur l'évaluation de la procédure relative aux comptes rendus d'activité individuels
940-03	Mission d'évaluation des domaines de réglementation - Le code forestier
3001-05	Evaluation de la valeur informative d'indicateurs ante et post mortem pour la détection des dangers bactériens transmis à l'homme par la consommation de viande de porc (07D10301)
3001-01	Etude de valorisation des données sur les services d'eau potable et d'assainissement pour le risque de crise (08-17)
1929	Rapport d'audit de la chambre régionale d'agriculture du Languedoc Roussillon
1934-01	Création de l'Institut français du cheval et de l'équitation - Point d'étape du comité de préfiguration
2048	Rapport - Troubles constatés à la DRH des Haras Nationaux
3001-02	Mobilité en DRAF/DDAF : Quelle gestion et quel développement des compétences ? (05H20201/06H20201)
3001-03	La spiruline peut-elle être un atout pour la santé et le développement en Afrique ? (07G40101)
3001-04	Elaboration d'un référentiel méthodologique pour la réalisation d'ACV appliquées aux biocarburants de première génération en France (07E10101)
3001-06	Mise en œuvre du plan végétal pour l'environnement et définition de critères de suivi (07F50202)
10071-01	Etude de la décontamination des aliments par le procédé de granulation en alimentation animale (06B20101)
1715	Etudes à l'entreprise : Synthèse des évaluations 2009
10071-02	Etude de faisabilité pour la mise en place d'un observatoire de la qualité de l'alimentation (07D30201)
10071-03	L'employabilité des ingénieurs de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire (07A10301)

# Des rapports

Numéro	Titre rapport
1521	Rapport sur la restructuration des organisations professionnelles agricoles de Savoie
1752	Rapport sur la mutualisation et le travail en réseau des Chambres d'agriculture de Rhône Alpes - Bilan et perspectives
1667-02	Rapport relatif au contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale développement agricole et rural - Programme de développement agricole de la région Alsace de l'année 2007
1864	Appui technique et financier auprès de la chambre d'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte - Rapport de mission (24 février au 03 mars 2009)
1873	Rapport sur les conditions du déménagement du FCBA de son site parisien
1881	Appui technique et financier auprès de la chambre d'agriculture de Guyane - Rapport de mission préliminaire (4 au 11 février 2009)
1881-02	Appui technique et financier auprès de la chambre d'agriculture de Guyane - Rapport de mission complémentaire (28 mai au 4 juin 2009)
2023	Audit de la mise en œuvre de l'intervention laitière par FranceAgriMer

→ Dans le domaine de la pêche

Numéro	Titre rapport
1809	Rapport relatif à l'étude de la mise en place d'un service d'intérêt économique général (SIEG) dans les ports de pêche
1657-02	Rapport d'audit de la mise en œuvre du contrôle des pêches maritimes, portant sur les procédures de recueil et de traitement des obligations déclaratives dans les directions régionales et départementales des affaires maritimes
1777	La contribution des organisations de producteurs au renforcement de l'amont de la filière pêche
1979	Étude des rapports produits par les conseils généraux, Coperci et dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture
1985	Note de synthèse sur la contribution à la réflexion relative aux propositions du livre vert sur la réforme de la politique commune de la pêche (PCP)
1655	Contrôles 2009 des opérations cofinancées par l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) dans le cadre du programme 2000-2006

→ Dans le domaine de la santé animale et végétale et de la protection des animaux

Numéro	Titre rapport
1278	La lutte contre les virus de la Sharka dans le Sud-Est
1704-02	Maîtrise du confinement des agents biologiques hautement pathogènes pour les animaux et pour les végétaux - Partie II : Végétaux
1704-01	Maîtrise du confinement des agents biologiques hautement pathogènes pour les animaux et pour les végétaux - Partie I : Animaux
1833	Évaluation des résultats de la convention EJ 6554/2006 relative au 'Renforcement des capacités des laboratoires africains pour le contrôle des pestes aviaires, structuration d'un réseau pan-africain et campagne de prélèvements pour diagnostic - Mesures
1880	Rapport sur la mise en œuvre du Règlement sanitaire international
1901	Mise en place de l'Observatoire national du comportement canin
1905	Rapport sur l'identification des chats
1734	Rapport sur l'évolution du dispositif informatisé EDI-SACHA d'échange de données de laboratoires
1936	Rapport sur la Constitution du Conseil scientifique du laboratoire national de la protection des végétaux
2012	Avis sur l'intérêt de la distribution d'iode chez les animaux lors d'exposition à des produits de fission pour la Commission d'AMM des médicaments vétérinaires
2057	Rapport de la seconde évaluation du programme 'GF-TADs'
2035	Rapport d'expertise dans le cadre d'une transaction envisagée suite au report de la fin d'un protocole dérogatoire tremblante dans le Département de la Loire
1598	Rapport de mission d'appui technique sur l'équipement et le renforcement des capacités d'analyses des laboratoires des deux départements antillais concernant le chlordécone
1872	Perspectives de gestion pour 2009 du foyer de nématodes à galles - <i>Meloïdogyne chitwoodi</i> et fallax en Picardie

→ Dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale agricoles

Numéro	Titre rapport
1883	Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural
1751	Rapport sur la mise en œuvre du protocole (2007-2013) sur le développement de la production de truffes
1923	Rapport portant sur la Mutualité Sociale Agricole - Évaluation à mi parcours de la convention d'objectifs et de moyens COG 2006-2010

# Des représentations

Dans un autre registre, les membres du Conseil général assurent également des fonctions de représentations extérieures à plusieurs titres : représentants de l'État, du ministre, du CGAAER ou intuitu personae comme expert.

En 2009, 97 membres du CGAAER ont assuré ces fonctions dans 119 organismes différents comme les académies, les agences, les établissements d'enseignement supérieur ou de recherche, les directions centrales de ministères, les pôles de compétitivité, les établissements publics à caractère agricole, les organismes agricoles, les organisations internationales...



A landscape photograph of a river or stream with trees and a purple overlay. The scene is captured in a soft, slightly desaturated light, possibly during dawn or dusk. The water in the foreground is calm, reflecting the sky and the silhouettes of the trees. The banks are covered in grass and some snow patches. A large, leafless tree stands on the left bank, and another large tree is on the right. The sky is a pale, hazy color. A semi-transparent purple rounded rectangle is overlaid on the upper part of the image, containing the title text.

# Glossaire des sigles

# Glossaire des sigles

<b>ADECIA</b>	Agence pour le développement de la coopération internationale
<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>AFSSA</b>	Agence française de sécurité sanitaire des aliments
<b>ANR</b>	Agence nationale pour la recherche
<b>APCA</b>	Assemblée permanente des Chambres d'agriculture
<b>ASP</b>	Agence de service et de paiement (AUP + CNASEA)
<b>ASTREDHOR</b>	Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
<b>AUP</b>	Agence unique de paiement
<b>CASDAR</b>	Compte d'affectation spécial « développement agricole et rural »
<b>CEMAGREF</b>	Centre d'études dit Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement
<b>CGAAER</b>	Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux
<b>CGEDD</b>	Conseil général de l'environnement et du développement durable
<b>CGEfi</b>	Contrôle général économique et financier
<b>CGIET</b>	Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies
<b>CGPC</b>	Conseil général des ponts et chaussées
<b>CIAP</b>	Comité interministériel d'audit des programmes
<b>CICC</b>	Commission interministérielle de coordination des contrôles
<b>CIRAD</b>	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
<b>CIV</b>	Centre d'information sur les viandes
<b>CNASEA</b>	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
<b>CNDP</b>	Commission nationale du débat public
<b>CODIRPA</b>	Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle
<b>COV</b>	Composés organiques volatiles
<b>CVO</b>	Contribution volontaire obligatoire
<b>CVO</b>	Chief veterinary officer (chef des services vétérinaires officiel)
<b>DDAF</b>	Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
<b>DDCCRF</b>	Direction départementale de la concurrence, consommation et répression des fraudes
<b>DDCS</b>	Direction départementale de la cohésion sociale
<b>DDCSPP</b>	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
<b>DDEA</b>	Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture
<b>DDI</b>	Direction départementale interministérielle
<b>DDPP</b>	Direction départementale de la protection des populations
<b>DDSV</b>	Direction départementale des services vétérinaires
<b>DDT</b>	Direction départementale des territoires
<b>DEB</b>	Direction de l'eau et de la biodiversité
<b>DGAI</b>	Direction générale de l'alimentation
<b>DGER</b>	Direction générale de l'enseignement et de la recherche
<b>DGPAAT</b>	Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires
<b>DGTPPE</b>	Direction générale du trésor et de la politique économique
<b>DIRECTE</b>	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi
<b>DIREN</b>	Direction régionale de l'environnement
<b>DOM</b>	Départements d'outre-mer
<b>DPMA</b>	Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture
<b>DRAAF</b>	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
<b>DRAF</b>	Direction régionale de l'agriculture et de la forêt
<b>DRAM</b>	Direction régionale des affaires maritimes
<b>DRE</b>	Direction régionale de l'équipement
<b>DREAL</b>	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
<b>DRIRE</b>	Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
<b>ENGREF</b>	Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts
<b>ENV</b>	Ecole nationale vétérinaire
<b>EPF</b>	Etablissement public foncier
<b>FAM</b>	France Agri-Mer
<b>FAO</b>	Food and agricultural organisation (ONU)
<b>FCI</b>	France coopération internationale
<b>FCPR</b>	Formation complémentaire par la recherche
<b>FEADER</b>	Fonds européen agricole pour le développement rural
<b>FEAGA</b>	Fonds européen agricole de garantie (ex FEOGA)
<b>FEDER</b>	Fonds européen de développement régional
<b>FEOGA</b>	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
<b>FEP</b>	Fonds européen pour la pêche
<b>FIA</b>	Fédération des industries avicoles
<b>FLEGT</b>	Forest Law Enforcement on Governance and Trade (applications des réglementations forestières à la gouvernance et aux échanges commerciaux)

<b>FNEAP</b>	Fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services
<b>FNICGV</b>	Fédération nationale des industries et du commerce en gros de la viande
<b>FSE</b>	Fonds social européen
<b>FVI</b>	France vétérinaire international
<b>GEVES</b>	Groupement d'études et de contrôle des variétés et des semences
<b>GDS</b>	Groupement de défense sanitaire
<b>GIP</b>	Groupement d'intérêt public
<b>GIS</b>	Groupement d'intérêt scientifique
<b>GNIS</b>	Groupement national interprofessionnel des semences
<b>IFOP</b>	Institut français d'opinion publique
<b>IFOP</b>	Instrument financier d'orientation de la pêche
<b>IFRAI</b>	Initiative française pour la recherche agronomique internationale
<b>IFREMER</b>	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
<b>IGA</b>	Inspecteur général de l'agriculture
<b>IGA</b>	Inspection générale de l'administration
<b>IGAPS</b>	Inspecteur ou Ingénieur général d'appui aux personnels et aux structures
<b>IGAS</b>	Inspection générale des affaires sociales
<b>IGREF</b>	Ingénieur du génie rural et des eaux et forêts
<b>INA</b>	Institut national agronomique
<b>INDL</b>	Institut national de développement local
<b>INRA</b>	Institut national de la recherche agronomique
<b>IPC</b>	Ingénieur des ponts et chaussées
<b>IPEF</b>	Ingénieur des ponts, des eaux et de la forêt
<b>ISPV</b>	Inspecteur de la santé publique vétérinaire
<b>ITAPI</b>	Institut technique de l'apiculture
<b>ITAVI</b>	Institut technique de l'aviculture
<b>LDTR</b>	Loi de développement des territoires ruraux
<b>LMA</b>	Loi de modernisation agricole
<b>LOLF</b>	Loi organique relative aux lois de finances
<b>MAAP</b>	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche
<b>MEEDDAT</b>	Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
<b>MEEDDM</b>	Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
<b>MERAT</b>	Ministère de l'espace rural et de l'aménagement du territoire
<b>MIGA</b>	Mission permanente d'inspection générale et d'audit (CGAAER)
<b>MINEFi</b>	Ministère des finances
<b>MODERGERP</b>	Modernisation de la gestion publique (CGAAER)
<b>MOVAC</b>	Mission d'orientation et de valorisation des compétences (CGAAER)
<b>NRBC risque</b>	Risque nucléaire, radio-nucléaire, biologique et chimique
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OCM</b>	Organisation commune de marché
<b>ODEADOM</b>	Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer
<b>OIE</b>	Organisation mondiale de la santé animale (ex. Office international des épizooties)
<b>OFIMER</b>	Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>OMM</b>	Observatoire des missions et des métiers du ministère de l'agriculture et de la pêche
<b>PAC</b>	Politique agricole commune
<b>PAEN</b>	Périmètre de protection des espaces agricoles et des espaces naturels péri-urbains
<b>PAT</b>	Pôle d'appui technique du Conseil général
<b>PDRN</b>	Programme de développement rural national
<b>PDRH</b>	Programme de développement rural hexagonal
<b>PER</b>	Pôle d'excellence rurale
<b>RAPS</b>	Réseau d'appui aux personnels et aux structures
<b>RGPP</b>	Révision générale des politiques publiques
<b>RDR</b>	Règlement de développement rural
<b>SAFER</b>	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
<b>SGAE</b>	Secrétariat général des affaires étrangères
<b>SGDN</b>	Secrétariat général de la défense nationale
<b>SIGC</b>	Système d'information et de gestion des contrôles
<b>SRAL</b>	Service régional de l'alimentation (à la DRAAF)
<b>SNB</b>	Stratégie nationale de la biodiversité
<b>SNIV</b>	Syndicat national des industries de la viande
<b>UAS</b>	Unité d'audit sanitaire
<b>ZRR</b>	Zone de revitalisation rurale

An aerial photograph of a rural landscape. In the upper portion, a village with numerous houses and a prominent church spire is visible. Below the village, there are several large, rectangular agricultural fields in various shades of green and brown, separated by narrow paths or ditches. The terrain appears to be rolling hills.

**CGAAER**

Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture  
et des espaces ruraux

251, rue de Vaugirard - 75732 Paris cedex 15  
Tél. : 33(0)1 49 55 56 68 / Fax : 33(0)1 49 55 80 70  
Mel : [cgaer@agriculture.gouv.fr](mailto:cgaer@agriculture.gouv.fr)

[www.agriculture.gouv.fr](http://www.agriculture.gouv.fr)

ISSN 2103-4079

Crédit photos : photothèque/min.agri.fr — Ecole vétérinaire d'Alfort